

Conférence internationale
" Inégalités et développement dans les pays méditerranéens"

Galatasaray University, Istanbul, Turkey, 21-22-23 May 2009

***LES EFFETS DE LA LIBERALISATION SUR LA TRAJECTOIRE
DU DEVELOPPEMENT HUMAIN EN INDE.***

Satchidanand SEETHANEN¹

Introduction

Malgré un taux de croissance qui frôlait les 10 % avant la crise financière mondiale, et que certains attribuaient exclusivement au virage libéral adopté suite à la crise de change de 1991, l'Inde avec une population de plus d'un milliard d'habitants était encore classée 128ème en terme de développement humain par le PNUD dans son rapport de 2008.

Il est donc légitime de s'interroger sur l'impact de cette croissance sur la trajectoire du développement du pays en terme humain². Dans cet article, nous montrerons que cette trajectoire a peu varié globalement mais avec des disparités entre les différents Etats. Nous montrerons ainsi qu'il existe des impacts différenciés de la libéralisation selon les Etats, suivant que celle-ci a été accompagnée d'une politique de soutien de l'Etat aux secteurs sociaux.

La question du développement pose la difficulté de sa mesure. Nous avons choisi pour ce faire, d'étudier dans un premier temps, les indicateurs de pauvreté monétaire développés par la Banque Mondiale sur une dizaine d'année avant et après l'ouverture. Nous étudierons ensuite, l'évolution de l'indice composite de développement humain (IDH) du PNUD ainsi que ses composantes sur ces mêmes périodes. Le choix de ces indicateurs se justifie par l'existence des données pour l'Inde et le fait qu'ils offrent l'avantage d'une objectivité partagée par la communauté scientifique. Dans une troisième section, nous évaluons les politiques de soutien de l'Etat aux secteurs sociaux.

I – Pauvreté, Croissance et Libéralisation

Après avoir souligné les difficultés de mesures de la pauvreté et défini les indicateurs que nous utiliserons, nous étudierons dans un second point leur évolution entre les deux grandes périodes, ante libéralisation (1983 à 1993) et post libéralisation (1993 à 2005) que nous compléterons par une analyse sur la dispersion de cette pauvreté et sur l'évolution des inégalités. Dans un troisième point, nous distinguerons dans la période post libéralisation deux sous-périodes : 1993-1999 et 1999-2005.

¹ Enseignant-chercheur à l'Université de la Réunion, Centre d'Etudes et de Recherches Economique et Sociales de l'Université de La Réunion (CERESUR), EA 13. Chercheur Associé au Centre d'Economie de Paris Nord, Université Paris Nord/13 – CNRS UMR 7115

² Le développement peut être défini comme l'ensemble des changements économiques, sociaux, techniques et institutionnels liés à l'augmentation du niveau de vie. Paul Bairoch dans l'encyclopédie économique.

A – Définition des indicateurs de pauvreté et période de référence de mesure des dépenses de consommation

- La difficulté de définition d'un indicateur de pauvreté réside dans la perception qui entoure cette dimension du développement humain. La notion de pauvreté signifie avant tout un ensemble de carence, d'argent, d'éducation, d'alimentation, d'intégration, de relations, de sécurité, de dignité, mais aussi de liberté et de capacité [Sen, A. 1987, 2005]³, dont une approche objective est rendue nécessaire pour que se concentre l'action publique [Blandine Destremau, 1998]⁴. A ce titre, la Banque Mondiale met au point une série d'indicateurs composites basés sur l'évaluation monétaire du panier de biens minimum définissant le seuil de pauvreté, mais dont la comparabilité entre pays devient difficile puisqu'elle dépend de l'évaluation du prix de ce panier de bien entre pays.

Ce seuil minimum est composé par une évaluation du nombre de calories minimum nécessaire à la survie, auquel on applique un coefficient dit *d'Engel* censé mesurer les dépenses nécessaires en logement, transport et habillement. Bien que fortement critiqué dans son approche de la diversité de la population en Inde, selon que celle-ci vive en milieu rural, qu'elle soit un travailleur du sol, ou un employé de bureau en milieu urbain [Mahendra Dev, 2005, Acharya et Ghimire, 2005], son mode de calcul est néanmoins celui utilisé par le *National Sample Survey Organisation* (NSSO) pour mesurer la pauvreté en Inde.

Cet indicateur indique donc la ligne de pauvreté (indicateur H ou H_0), dont l'étude est complétée par une mesure de la profondeur de la pauvreté, autrement dit *la brèche de pauvreté* (ou H_1), et de sa dispersion, mesurée par l'indicateur FGT (ou H_2), du nom de auteurs qui l'ont construit (Foster, Greer, et Thorbecke). La brèche de pauvreté ($H_1 = [\Sigma((z - y_i)/z)]/n$) mesure l'éloignement des pauvres par rapport à la ligne de pauvreté. L'indicateur FGT est déduit du précédent indice en accordant un poids plus important (par élévation au carré de l'expression $(z - y_i)/z$) aux revenus les plus faibles parmi les revenus en deçà de la ligne de pauvreté, et renseigne sur le degré d'inégalité parmi les pauvres.

- Les indicateurs de pauvreté monétaire posent donc le problème de l'évaluation du panier de biens. Or précisément, un changement du mode de calcul est intervenu entre le 50^{ème} round (1993-94) et le 55^{ème} round du National Sample Survey (1999-2000). Ce changement a modifié les résultats et leurs interprétations, pour lesquels il existe aujourd'hui une littérature abondante et sujette à controverse [Deaton et Drèze, 2002, Sen et Himanshu, 2004a, Datt et Ravallion, 2002]. En effet, tandis que le 50^{ème} round avait choisi une période de référence uniforme de trente jours pour l'évaluation des biens alimentaires et non alimentaires (PRU), le 55^{ème} round du NSS utilisa une période de référence mixte (PRM) qui consista dans le choix d'une période de sept jours pour l'évaluation des dépenses alimentaires, de trente jours pour les dépenses non alimentaires qui ne rentrent pas dans la troisième catégorie, comptabilisée elle sur trois cent soixante-cinq jours, c'est-à-dire la catégorie des dépenses en habillement, chaussures et biens durables. Ce changement du mode de calcul s'est traduit par un résultat fort et au centre de la controverse. En effet, entre le 50^{ème} et le 55^{ème} round, on aurait observé ainsi en Inde une diminution de plus de 10% du taux de pauvreté. Mais ce changement de mode de calcul rend caduque la comparaison entre ces deux rounds d'un point de vu strictement scientifique, aspect sur lequel nous reviendrons plus loin. En adoptant à nouveau la méthode de calcul de la période uniforme (PRU), Nous verrons que les estimations des dépenses de consommation et de sa distribution pour le 61^{ème} round du *National Sample Survey* donnent des chiffres qui nous permettent d'avoir une vision corrigée de la diminution de la pauvreté entre les deux sous période de la libéralisation (1993-94 - 1999-00 et 1999-00 à 2000-2005⁵).

³ Sen Amartya, *Ethique et économie*, Quadrige PUF, Paris, 1987, p 218., *Rationalité et liberté en économie*, Odile Jacob, Paris, 2005, p 303-323.

⁴ Pierre Salama, [1998], *L'insoutenable misère du monde*. Vents d'ouest, collection alternative.

⁵ L'année fiscale en Inde démarre en Mars de chaque Année.

Nous présenterons en première analyse une comparaison entre les deux grandes périodes (1983 à 1993-94 et 1993-94 à 2004-05), avant de présenter dans un second temps, les estimations pour les deux sous périodes de la libéralisation (1993-94 à 1999-2000 et 1999-2000 à 2004-05).

B – Une pauvreté qui diminue moins vite qu'avant la libéralisation

La similarité de la méthode de mesure entre les 50^{ème} plan et le 61^{ème} round du NSS, mais aussi des études précédentes, permettent de donner une vision globale de la diminution des indicateurs de pauvreté entre la période avant la libéralisation, et la période post libéralisation. Il s'agit donc ici de présenter les indicateurs officiels de la pauvreté en Inde entre les deux périodes (calculé selon la méthode de la Période Uniforme de Référence de trente jours). Nous procéderons pour cela en deux temps. Nous commencerons par présenter les résultats de l'indicateur de pauvreté (H0), que nous discuterons avec les données en chiffre absolu. Nous étudierons ensuite les autres mesures de la pauvreté par le biais des indicateurs H1 et FGT, que nous relativiserons par l'étude des inégalités tel que calculé par l'indice de Gini.

- L'indicateur H0, ou indicateur de pauvreté.

Cet indicateur nous renseigne sur le pourcentage de la population pauvre vivant sous le seuil de pauvreté. Nous l'avons complété ici par le chiffre du pourcentage de la population dite très pauvre, c'est-à-dire celle vivant au plus avec trois quart du revenu monétaire de base nécessaire à la subsistance tel que défini par le seuil de pauvreté. Les calculs vont de 1983 à 2004-2005, découpés en deux périodes, de dix années et demie pour la première et de onze années pour la seconde. Nous accompagnons ces données de deux graphiques explicitant l'évolution de ces indicateurs sur les périodes sus mentionnées, que nous discutons accompagnés de quelques données démographiques sur l'évolution de la population pour le pays (voir Tableau 1 et 2 et leur Graphique associé respectivement Graphique1 et 2.

On peut voir dans le tableau ci-dessous que le taux de pauvreté H0 a diminué entre 1983 et 2004-05. En effet, celui-ci passe de 44,9% en 1983 à 28,3% en 2004-05. Cependant, cette diminution est moins forte dans la période qui a suivi la libéralisation qu'avant, soit -8,1% en moyenne annuelle entre 1983 et 1993-94 et seulement -7% en moyenne annuelle entre 1993-94 et 2004-05.

On peut voir aussi que la pauvreté en milieu rural diminue plus rapidement que la pauvreté en milieu urbain, soit respectivement -7,6% en rythme annuel entre 1983-2005 contre -7,4% pour la même période. Néanmoins, on peut remarquer que cela n'a pas toujours été le cas, puisqu'on observe que dans la première période, c'est-à-dire celle avant la libéralisation, le taux de pauvreté en milieu urbain a diminué plus rapidement qu'en milieu rural, soit -8,8% en rythme annuel pour le premier et -7,8% pour le second. Cette tendance s'est ensuite inversée dans la période post libéralisation, puisque que les chiffres passent respectivement à -5,9% pour le premier et à -7,3% pour l'autre.

On peut observer également que pour la partie de la population dite très pauvre (c'est à dire pour les populations disposant de moins de trois quart du revenu définissant le seuil de pauvreté), les variations observées en milieu rural avant la période de libéralisation indiquent une diminution plus rapide qu'en milieu urbain, soit -9.2% entre 1983 et 1993-94. Cette diminution s'explique par l'existence d'un exode rural permanent qui diminue le nombre absolu de pauvres et de très pauvres en zone rurale, en dépit d'une croissance démographique constante (voir tableau 4 et Annexe II – Evolution de la distribution entre population rurale et urbaine entre 1983 et 2004-05 dans les Etats). De 25.52% en 1981, la pauvreté passe à 9.64% entre 1983 et 2004-05 pour les ruraux, contre 22.45% à 12% en milieu urbain, bien que cette diminution soit toujours moins rapide en rythme annuel que pour l'ensemble des pauvres au bilan de la période 1983-2005, puisque le taux de pauvreté évolue au rythme de - 6,6% contre -7,6% pour l'ensemble des pauvres.

TABEAU 1 - H0: INDICATEUR DE PAUVRETE OU NOMBRE DE PAUVRES VIVANT SOUS LE SEUIL DE PAUVRETE EN POURCENTAGE (DE 1983 A 2004-05)

Type de pauvreté	Période			Variation annuelle moyenne de l'indice		
	1983	1993-94	2004-2005	1983 à 1993-94	1993-94 à 2004-05	1983 à 2004-05
Rurale	45,8	37,3	29,2	-0,78	-0,73	-0,76
Urbaine	42,3	32,6	26	-0,88	-0,59	-0,74
All India	44,9	36	28,3	-0,81	-0,70	-0,76

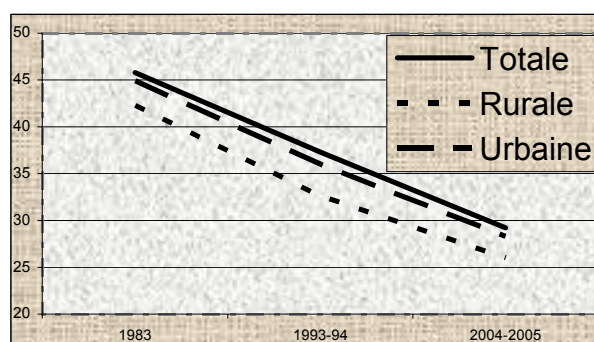
Source : National Sample Survey 43^{ème}, 50^{ème} et 61^{ème} round of Consumer Expenditure Survey, calculs de l'auteur, Mahendra Dev et Ravi C[2007]

TABEAU 2 - POURCENTAGE DE TRES PAUVRES (DE 1983 A 2004-05)

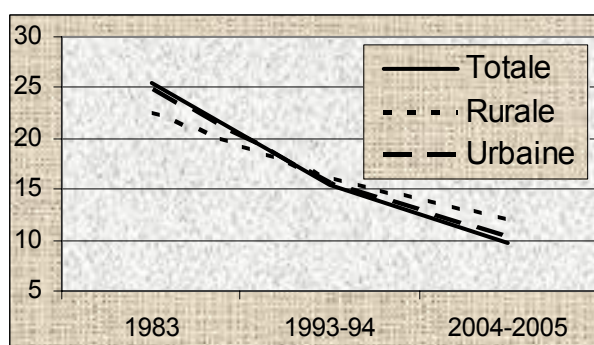
	Période			Variation annuelle moyenne de l'indice		
	1983	1993-94	2004-2005	1983 à 1993-94	1993-94 à 2004-05	1983 à 2004-05
Rurale	25,52	15,38	9,64	-0,92	-0,52	-0,72
Urbaine	22,45	16	12	-0,59	-0,36	-0,48
All India	24,79	15,54	10,32	-0,84	-0,47	-0,66

Source : idem

GRAPHIQUE 1 - POURCENTAGE DE LA POPULATION VIVANT SOUS LE SEUIL DE PAUVRETE (DE 1983 A 2004-05)



GRAPHIQUE 2 - POURCENTAGE DE LA POPULATION TRES PAUVRE (DE 1983 A 2004-05)



En résumé, on peut dire que :

- la pauvreté a reculé globalement entre 1983 et 2005,
- les très pauvres sont devenus moins importants en proportion,
- la diminution de la pauvreté a été plus rapide en milieu rural qu'en milieu urbain, de même qu'elle a été plus vive avant qu'après la libéralisation.
- Dans le même temps, on observe que le taux de très pauvres en zone rurale devient après la libéralisation inférieur à celui des très pauvres en zone urbaine. Autrement dit, on observe

un renversement progressif de leur rapport comme on peut le voir dans le graphique de droite page précédente. Soit respectivement 25,5% et 22,4% en 1983, c'est à dire un rapport de 0.56 contre 0.53, de 15,4% et 16% en 1993-94, soit un rapport de 0.41 contre 0.49, et de 9.6% et 12% en 2004-2005, soit un rapport de 0.33 à 0.46.

Le tableau 3 suivant illustre la modification de ce rapport ainsi que la diminution du nombre de très pauvres par rapport aux nombres de pauvres pour toute l'Inde.

TABEAU 3 - RAPPORT ENTRE L'EVOLUTION DES TRES PAUVRES PAR RAPPORT A CELLE DES PAUVRES

Type de pauvreté	1983	1993-94	2004-2005
Rurale	0,56	0,41	0,33
Urbaine	> 0,53	< 0,49	< 0,46
All India	0,55	0,43	0,36

Source : National Sample Survey 43^{ème}, 50^{ème} et 61^{ème} round of Consumer Expenditure Survey, calculs de l'auteur

- En examinant le nombre absolu de pauvres et de très pauvres à l'aide de données sur l'évolution de la population en zone rurale et urbaine sur les différentes périodes, on s'aperçoit effectivement que le nombre de pauvres et de très pauvres en zone rurale diminuent (voir Tableau 4 et 5 et leur Graphique associé respectivement 3 et 4). Ce chiffre passe respectivement pour chacune des catégories de 252,1 millions de personnes en 1983 pour les pauvres en zone rurale à 232,2 millions en 2004-05, et de 140 millions à 76,6 millions pour les très pauvres dans le même intervalle. Ce chiffre passe pour les pauvres urbains de 72.3 millions en 1983 à 83.3 millions en 2004-05, et de 38.3 millions en 1983 à 4.4 millions chez les très pauvres en milieu urbain pour la même période.

TABEAU 4 - EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE (DE 1983 A 2004-05)

	Période			En pourcentage de la population		
	1983	1993-94	2004-2005	1983 à 1993-94	1993-94 à 2004-05	1983 à 2004-05
Rurale	550,3	663,4	795,6	76,2%	73,6%	71,3%
Urbaine	171,0	237,7	320,2	23,7%	26,4%	28,7%
All India	721,9	901,0	1116,0	100,00%	100,00%	100,00%

Source : National Sample Survey 43^{ème}, 50^{ème} et 61^{ème} round of Consumer Expenditure Survey, calculs de l'auteur

TABEAU 5 - NOMBRE DE PAUVRES ET DE TRES PAUVRES (EN MILLIONS)

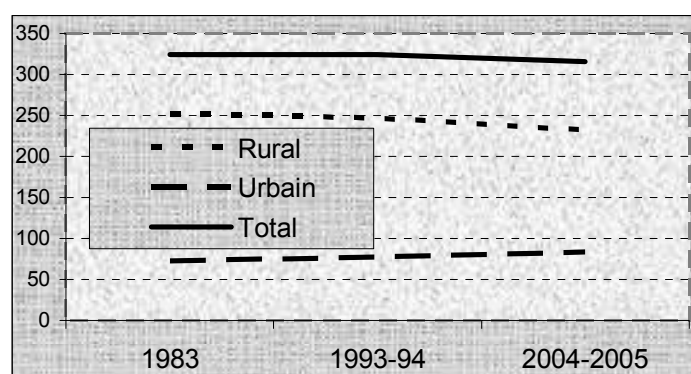
Type de pauvreté	NOMBRE DE PAUVRES					
	Période			En pourcentage de la population*		
	1983	1993-94	2004-2005	1983 à 1993-94	1993-94 à 2004-05	1983 à 2004-05
Rurale	252,1	247,2	232,2	45,8%	37,3%	29,2%
Urbaine	72,3	77,4	83,3	42,3%	32,6%	26,0%
All India	324,3	324,6	315,5	44,9%	36,0%	28,3%
Type de pauvreté	NOMBRE DE TRES PAUVRES					
	Période			En pourcentage de la population**		
	1983	1993-94	2004-2005	1983 à 1993-94	1993-94 à 2004-05	1983 à 2004-05
Rurale	140	102	76,7	25,4%	15,4%	9,6%
Urbaine	38,3	38,00	38,40	22,4%	16,0%	12,0%
All India	179	140	115	24,8%	15,5%	10,3%

* données du tableau précédent pour H0

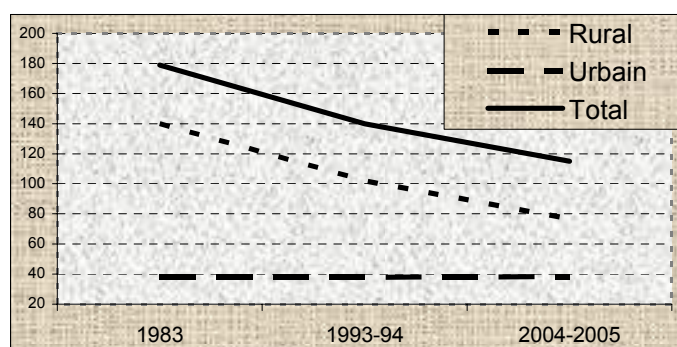
** données du tableau précédent du taux de pauvreté des très pauvres

Source : National Sample Survey 43^{ème}, 50^{ème} et 61^{ème} round of Consumer Expenditure Survey, calculs de l'auteur, Mahendra Dev et Ravi C.[2007]

GRAPHIQUE 3 - NOMBRE DE PAUVRES (EN MILLIONS)



GRAPHIQUE 4 - NOMBRE DE TRES PAUVRES (EN MILLIONS)



Ces chiffres sont étayés par l'examen des paramètres de dispersion de pauvreté qui suivent, auxquels nous avons ajouté un indicateur d'inégalité, l'indice de Gini (basé sur la prise en compte de tous les revenus)⁶.

- H1, la brèche de pauvreté - H2 (FGT), l'inégalité parmi les pauvres - l'indice de Gini, l'inégalité en général (voir annexe 1).

TABEAU 6 - BRECHE DE PAUVRETE, DISPERSION DE LA PAUVRETE, ET INEGALITES

Indices	période			Variation annuelle moyenne de Le coefficient		
	1983	1993-94	2004-2005	1983 à 1993-94	1993-94 à 2004-05	1983 à 2004-05
En milieu rural						
H1 ou brèche de pauvreté	12,4	8,5	5,8	-0,35	-0,25	-0,30
H2 ou FGT	4,9	2,8	1,8	-0,18	-0,10	-0,14
Gini	30,8	28,6	30,5	-0,20	0,17	-0,02
En milieu urbain						
H1 ou brèche de pauvreté	11,4	8,0	6,2	-0,31	-0,16	-0,24
H2 ou FGT	4,4	2,9	2,0	-0,14	-0,08	-0,11
Gini	34,1	34,3	37,5	0,02	0,29	0,16
All India						
H1 ou brèche de pauvreté	12,1	8,4	5,9	-0,34	-0,22	-0,28
H2 ou FGT	4,8	2,9	1,8	-0,17	-0,09	-0,13
Gini	31,6	30,1	32,5	-0,14	0,22	0,04

Source : National Sample Survey 43^{ème}, 50^{ème} et 61^{ème} round of Consumer Expenditure Survey, calculs de l'auteur, Mahendra Dev et Ravi C.[2007], Himanshu [2007]

⁶ Voir détail du mode de calcul en Annexe n° IV.1.2. – B.1

Tel que mesuré par l'indicateur H1 (voir Tableau 6 ci-dessus), la profondeur de la pauvreté a elle aussi sensiblement diminué, mais toujours moins rapidement dans la période post libéralisation qu'avant, que ce soit en milieu rural ou en milieu urbain. Cependant, et c'est là un résultat qui éclaire nos précédents résultats sur la relativité de la pauvreté, les pauvres en milieu rural se sont rapprochés plus rapidement du seuil de pauvreté qu'en milieu urbain. Par ailleurs, on constate que les inégalités parmi les pauvres ont diminué, mais de façon plus rapide avant qu'après la libéralisation, que ce soit en milieu rural ou en milieu urbain. Tel que nous l'indique le paramètre FGT, il y aurait aussi moins de disparité parmi les pauvres depuis 1983, puisque que l'indicateur H2 passe sur cette période de 4.8 à 1.8 pour l'Inde entière, de 4.9 à 1.8 pour les pauvres en milieu rural, et de 4.4 à 2.0 en milieu urbain. A la lecture des résultats pour H1 et FGT, on peut dire que les pauvres se seraient donc rapprochés d'une façon homogène de la ligne de pauvreté. Cependant, on observe dans le même temps qu'au niveau national les inégalités ont augmenté. En effet, de 31.6 en 1983, le coefficient de Gini est passé à 32.5 en 2004-05. Toutefois, cette augmentation n'a pas été constante, puisqu'elle aurait été observée uniquement dans la période d'avant la libéralisation. En effet, on note que dans la période pré libéralisation, les inégalités auraient diminué. Ainsi, on observe que l'indice de Gini serait passé de 31,6 à 30,1 entre 1983 et 1993-94 et de 30,1 à 32,5 entre 1993-94 et 2004-05. C'est la même tendance que l'on peut observer en décomposant nos observations sur la population vivant en milieu rural, puisque les inégalités y seraient passées en rythme annuel à respectivement -2% entre 1983 et 1993-94, et à +1,7% entre 1993-94 et 2004-05. Ce constat diffère de celui observé dans le milieu urbain où l'indicateur n'aurait cessé d'augmenter continuellement, certes moins rapidement dans la première période que sur la deuxième, mais croissante sur les deux périodes, puisque celui-ci passe de 34,1 à 34,3 entre 1983 et 1993-94 et à 37 entre 1993-94 à 2004-05.

- Ces résultats agrégés sont ceux que l'on retrouve au niveau désagrégé pour les Etats indiens d'après les estimations officielles que nous proposons pour les deux grandes périodes dans le document joint en Annexe 3. Celles-ci seraient toutefois marquées par quelques petites exceptions. En effet, on note que dans certains Etats, la diminution de la pauvreté durant les deux périodes ne s'est pas accompagnée d'une augmentation des inégalités. C'est le cas du Karnataka, Le Madhya Pradesh et du Rajasthan. Par ailleurs, certains Etats auraient vu le taux de pauvreté diminuer davantage que la moyenne nationale. Il s'agit de l'Andhra Pradesh où la population vivant sous le seuil de pauvreté est de 14.8% de la population totale de l'Etat, du Gujarat avec 16.8%, de l'Haryana avec 13,9%, de l'Himachal Pradesh avec 11,6%, du Kerala avec 14,5% avec un seuil extrêmement bas pour le Penjab avec 8%, Etat plus connu pour être le *grenier* de l'Inde, même si c'est en milieu urbain que cette diminution est très significative, soit 5.6%.

En résumé, on peut dire que ces chiffres sont d'autant plus intéressants que pendant la période pré libéralisation la croissance était plus faible qu'après la libéralisation. En effet, celle-ci fut de 5.09% sur la première période, tandis qu'elle a atteint 6.49% dans la seconde. Comme le souligne Blandine Destremeau [1998], il n'est pas donc pas automatique que la croissance touche automatiquement les plus défavorisés en proportion de sa progression, et peut contribuer dans certains cas à augmenter les inégalités entre les classes de revenus qui parviennent à profiter de cette croissance plus que les autres, c'est-à-dire au profit de la population déjà la plus riche comme le montre Piketty et Banerjee [2004]⁷. C'est ici un résultat général que l'on observe en l'absence de mécanismes redistributifs. Ainsi, les auteurs montrent que le revenu des 0,1% les plus riches aurait ainsi augmenté de plus de 390% entre 1987-88 et 1999-2000, celui des 0.01% les plus riches de plus de 1000%, contribuant ainsi à accroître les inégalités. Néanmoins, on peut remarquer que le niveau de ces inégalités bien qu'augmentant ne dépasse pas toutefois celui de certains pays européens dont notamment la France, dont l'indice de Gini se situe autour de 32, mais dont la distribution des revenus diffère sans nul doute.

⁷ Tomas Piketty, [2004], Top India Income, 1922-2000, Discussion Paper no 4632, MIT

Dans la section suivante, nous analyserons l'indicateur de pauvreté Ho étudié précédemment sur un échantillon de quinze Etats indiens, dans les deux sous périodes de la libéralisation, c'est-à-dire de 1993-94 à 1999-2000 et de 1999-2000 à 2004-05. On observera que la diminution de la pauvreté s'accélère plus rapidement à partir de 1999, sans que celle-ci puisse être exclusivement attribuée à la forte croissance de ces dernières années.

C – Pauvreté et Inégalités dans les sous périodes de la libéralisation – Une approche comparative entre les Etats.

Comme nous avons pu le souligner précédemment, les estimations données par le 55^{ème} round du National Sample Survey (1999-2000) font l'objet de fortes contestations. A l'origine de ces contestations, une estimation qui, entre le 51^{ème} et le 55^{ème} round, montre une diminution de la pauvreté de 10%. Le taux de pauvreté serait alors passé de 36% en 1993-94 à 26% en 1999-2000. Or précisément, comme nous venons de le voir, les estimations apportées par le 61^{ème} round ont montré que la pauvreté avait certes diminué, mais moins rapidement dans la période post libéralisation qu'avant. L'optimisme dégagée par les bons résultats du 55^{ème} round avait un impact lourd de conséquences, notamment à la décharge des politiques sur l'utilité des politiques de développement destinées aux secteurs sociaux, et sur le fait que seule la croissance pouvait assumer une diminution de la pauvreté, écartant ainsi la nécessité des politiques de redistribution. Or les estimations données par le 55^{ème} round du National Sample Survey étaient fondées sur des méthodes de calculs différentes de celles utilisées pour les rounds précédents. En effet, les estimations étaient basées sur une périodisation multiple des enquêtes, tandis que la période de base des précédentes enquêtes qui avait servi de référence était uniformément de trente jours (PRU). Selon Deaton and Drèze [2002], les méthodes de calcul en résultant avaient pour conséquence de surévaluer les dépenses de consommation des ménages et donc de faire diminuer la mesure de la pauvreté.

Plusieurs méthodes d'estimations ont été testées, toutes ayant leurs avantages et leurs inconvénients [Abhijit Sen, 2000, Deaton, 2001a, 2001b, Deaton et Drèze, 2002, Deaton et Tarrozzi, 2000, Tarrozzi 2002, Datt et Ravallion, 2002, Abhijit Sen et Himanshu, 2004]. Notre propos n'est pas ici de présenter les différentes méthodes, mais de mettre à jour un fait pour lequel tous les auteurs s'accordent ici. En effet, il semblerait qu'entre 1993-94 à 1999-2000, la pauvreté n'aurait pas diminué autant que l'indiquent les estimations données lors du 55^{ème} round du NSS.

Les estimations corrigées du 55^{ème} round que nous présentons ici sont celles de Mahendra Dev et Ravi C. [2007], basées sur une projection ajustée des dépenses de consommation du 51^{ème} round, avec comme hypothèse que les habitudes de consommation des ménages aient augmenté selon certaines proportions en fonction de la hausse du revenu⁸. Cette hypothèse peut être contestée par le fait qu'entre les deux rounds, les habitudes de consommation des ménages aient pu changer. Mais les enquêtes intermédiaires entre le 55^{ème} et le 61^{ème} round, montre que si elles ont effectivement changé, elle ne l'aurait fait que dans les années récentes c'est-à-dire à partir de 2000-2001, date de la déréglementation de la plupart des marchés des biens de consommation. Ces chiffres donnent ainsi selon nous une représentation relativement objective dans la mesure où ils se situent entre la moyenne des estimations à partir d'hypothèses basses et hautes, retenues par les différentes études réalisées sur le sujet *op.cité*. Voici les résultats pour H0 pour un échantillon de 15 Etats (Tableaux 7 et 8).

⁸ Sur l'hypothèse du changement du mode de consommation on pourra se référer à l'étude de Kumar, Mruthyunjaya, et Dey [2007], *Long Term Changes in Indian Food Basket and Nutrition*. EPW, Special Article, Vol 42 No. 35 September 01 - September 07, 2007. Les auteurs montrent qu'au fur et à mesure que le revenu augmente, les ménages les plus modestes consomment proportionnellement davantage de produits de base comme le riz ou les céréales, tandis que pour les catégories les plus aisées, cette proportion au contraire diminue, avec une augmentation quasi équivalente pour les deux catégories pour ce qui est des huiles, des fruits, des produits laitiers et des protéines de sources animales (viandes, poissons, œufs).

TABLEAU 7 - EVOLUTION DE H0 ENTRE 1993/94 ET 2004/05

	Rural			Urbain			Etats		
	1993-94	1999-00	2004-05	1993-94	1999-00	2004-05	1993-94	1999-00	2004-05
Andhra Pradesh	16,6	13,8	10,9	37,6	33,6	24,5	22,3	19,1	14,8
Assam	44,4	48,3	23,1	10,2	10,5	3,8	40,5	43,9	20,5
Bihar	57,2	51,9	43,1	36,5	33,1	31,7	54,5	49,4	41,5
Gujarat	22,4	18,5	19,8	29,4	19,6	12,0	24,9	18,9	16,8
Haryana	26,6	14,2	13,4	17,5	15,7	15,1	24,3	14,6	13,9
Karnataka	30,2	30,1	23,7	39,7	31,8	33,4	33,3	30,6	27,2
Kerala	26,5	17,6	12,3	25,5	27,7	20,9	26,2	20,2	14,5
Madhya Pradesh	40,4	43,9	38,2	48,3	45,6	34,4	42,3	44,3	37,2
Maharashtra	37,7	32,9	30,4	34,7	33,0	29,4	36,5	32,9	30,0
Orissa	50,1	54,3	47,8	41,0	48,7	43,3	48,9	53,8	47,1
Punjab	13,7	11,5	9,6	11,8	9,6	5,6	13,1	11,0	8,1
Rajasthan	26,9	17,5	18,9	31,6	27,9	29,8	28,0	19,9	21,5
Tamil Nadu	33,0	31,5	23,0	38,9	22,2	34,1	35,2	28,1	28,3
Uttar Pradesh	42,3	35,7	34,1	36,2	36,4	30,3	41,1	35,8	33,3
West Bengal	37,4	43,8	28,5	23,2	17,9	18,5	33,5	36,6	25,7
All India	37,3	34,0	29,2	32,6	28,9	26,0	36,0	32,7	28,3

Source : Calculs réalisés sur la base des enquêtes du 51^{ème} et 61^{ème} du NSS et Mahendra Dev [2006]

TABLEAU 8 - VARIATION EN RYTHME ANNUEL DE H0 ENTRE 1993/94 ET 2004/05

	Rural			Urbain			Etats		
	1993-99	1999-05	1993-05	1993-99	1999-05	1993-05	1993-99	1999-05	1993-05
Andhra Pradesh	-0,52	-0,54	-0,53	-0,73	-1,65	-1,19	-0,57	-0,79	-0,68
Assam	0,70	-4,59	-1,94	0,06	-1,21	-0,58	0,63	-4,26	-1,82
Bihar	-0,97	-1,61	-1,29	-0,63	-0,26	-0,44	-0,92	-1,43	-1,18
Gujarat	-0,72	0,23	-0,24	-1,79	-1,39	-1,59	-1,10	-0,39	-0,74
Haryana	-2,26	-0,14	-1,20	-0,33	-0,12	-0,23	-1,76	-0,12	-0,94
Karnataka	-0,03	-1,16	-0,59	-1,43	0,29	-0,57	-0,47	-0,64	-0,55
Kerala	-1,62	-0,97	-1,29	0,41	-1,24	-0,42	-1,09	-1,04	-1,07
Madhya Pradesh	0,63	-1,04	-0,21	-0,49	-2,03	-1,26	0,36	-1,29	-0,46
Maharashtra	-0,87	-0,46	-0,66	-0,32	-0,65	-0,48	-0,65	-0,54	-0,60
Orissa	0,76	-1,19	-0,21	1,40	-0,97	0,21	0,91	-1,24	-0,16
Punjab	-0,40	-0,35	-0,38	-0,41	-0,73	-0,57	-0,40	-0,52	-0,46
Rajasthan	-1,71	0,26	-0,73	-0,66	0,35	-0,16	-1,46	0,29	-0,59
Tamil Nadu	-0,27	-1,55	-0,91	-3,04	2,16	-0,44	-1,30	0,05	-0,63
Uttar Pradesh	-1,21	-0,30	-0,75	0,05	-1,11	-0,53	-0,95	-0,47	-0,71
West Bengal	1,17	-2,78	-0,81	-0,97	0,11	-0,43	0,58	-1,99	-0,71
All India	-0,59	-0,88	-0,73	-0,67	-0,52	-0,59	-0,61	-0,80	-0,70

Source : idem

Les chiffres de la partie grisée du tableau 8 ci dessus indiquent les variations en rythme annuel de la pauvreté entre les deux sous périodes de la libéralisation, ainsi que les variations pour la totalité de la deuxième grande période de la libéralisation (jusqu'à 2004-05). On peut voir dans un premier temps que l'indicateur de pauvreté a diminué. L'estimation donnée est effectivement inférieure à celle du 55^{ème} round, la diminution de la pauvreté entre le 51^{ème} et le 55^{ème} round n'étant ici que 3.3% au lieu des 10% annoncés. Par ailleurs, on note effectivement que la diminution de la pauvreté a été moins rapide entre 1993-1994 et 1999-2000 qu'entre 1999-2000 et 2004-2005. En effet, le rythme de diminution de la pauvreté s'est accéléré de près de 25% entre les deux périodes, en passant respectivement de -6% à -8% par an. Si ces chiffres sont valables pour l'Inde entière, on note toutefois que

l'examen de leur décomposition entre population rurale et population urbaine montre deux tendances contrastées. Le rythme de la diminution aurait ainsi été plus rapide en zone urbaine avant 1999-2000. Comment expliquer alors cette variation dans le rythme de la diminution de la pauvreté entre les deux périodes ?

Selon certains économistes, les bons résultats de la deuxième période de la libéralisation (1999-00 à 2004-05) seraient dus à une augmentation plus rapide du taux d'emploi par rapport à l'augmentation de la population, qu'avant la première période (1993-94 à 1990-00), soit 2.85% contre 1.25% [Himanshu 2007]. Mais l'augmentation du taux d'emploi de la population ne se serait pas accompagnée par une hausse des salaires, ce qui est ici contradictoire par rapport à l'évolution des mesures de la pauvreté tel que nous l'indique l'indicateur H0. La baisse plus rapide de la pauvreté dans la seconde période serait due en réalité à une augmentation du taux d'emploi des travailleurs occasionnels et saisonniers du secteur inorganisé [Sundaram et Suresh D. Tendulkar, 2004] et dont la proportion augmente par ailleurs plus vite en milieu urbain qu'en milieu rural [Kundu et Sarangi, 2005]. Selon P. Salama [98], la croissance aurait un impact immédiat plus fort dans le secteur informel que dans le secteur formel, contribuant à remettre au travail une population inactive du secteur inorganisé. Ce phénomène explique aussi que la diminution de la pauvreté a été plus prononcée dans les campagnes que dans les villes, comme nous le montre la forte diminution en rythme annuel des indicateurs de pauvreté dans la deuxième période pour les Etats à forte population rurale, c'est-à-dire dans les Etats où se concentre environ 80% de la population totale en moyenne : cas de l'Assam, où la diminution pour l'Etat entier a été de (-4.26%), du Bihar (-1.43%), du Madhya Pradesh (-1.29%), et de l'Orissa (-1.24%), alors même que ces indicateurs indiquent une augmentation de la pauvreté dans la première sous période de la libéralisation. La diminution de la pauvreté s'explique aussi par une diminution de l'inflation pour la catégorie des biens de consommation alimentaires et non alimentaires, puisque que celle-ci passe en moyenne de 8.41% entre 1993-94 et 1999-2000, à 3.43% entre 1999-2000 et 2004-05. L'accroissement des inégalités sur le total de la période indique malgré tout que la croissance ne profite pas à part égale aux différents Etats. Mahendra Dev [2006] montre que les Etats dont le niveau de pauvreté est faible ont néanmoins une élasticité revenu/inégalité plus forte, cas du Kerala, de l'Andhra Pradesh, du Punjab, de l'Haryana. La croissance seule ne permet donc pas nécessairement de réduire automatiquement la pauvreté et les inégalités, même si comme le souligne P. Salama [98] l'existence d'inégalités sociales n'est pas forcément un obstacle à la croissance, ainsi que nous pouvons le vérifier dans le cas de l'Inde.

En première conclusion, on peut dire que la croissance aurait permis une diminution plus rapide de la pauvreté dans la deuxième phase de réformes qu'elle ne l'a été dans la première phase. Cette diminution s'explique par un ralentissement de l'accroissement démographique entre les deux périodes (2.1% en moyenne annuelle dans les années 90, contre 1.7% depuis), et un taux d'emploi plus important. Par ailleurs on observe une augmentation des inégalités après la libéralisation, alors que celles-ci diminuaient dans la période pré libéralisation. On peut donc en déduire, que la croissance du revenu par tête n'affecte pas homothétiquement toutes les catégories sociales, les riches semblant devenir plus riches plus rapidement que les pauvres deviennent moins pauvres.

Néanmoins, nous allons voir dans la section suivante que cette diminution de la pauvreté en Inde s'accompagne également d'une amélioration des indicateurs de développement humain. Nous verrons également que la croissance affecte ces indicateurs d'une manière différenciée selon les Etats indiens.

II – Développement Humain, Croissance et Libéralisation

Comme nous l'avons déjà souligné en introduction, la question du développement amène la difficulté de sa mesure. Les travaux que nous exposons ici, reprennent tour à tour une série d'indicateurs donnant une autre approche du développement. Nous avons choisi pour ce

faire, d'étudier dans cette section l'évolution des indices de développement humain, développé par le PNUD, ainsi que l'étude détaillée de ses composantes.

Le débat est introduit par l'étude de Madhusadan Gosh [2006]⁹, que nous discutons au fur et à mesure de notre démonstration. L'intérêt de l'étude est double. Il réside tout d'abord dans son approche spatiale des indicateurs de développement humain. Celle-ci donne une vision comparative entre la majorité des Etats indiens de l'échantillon retenu par l'auteur. En effet, la seule mesure du produit domestique par Etat, ne nous permet pas de tirer les conclusions sur la disparité du développement en Inde, tandis qu'une mise en relation entre les indicateurs de développement et la croissance du revenu par tête dans ces Etats, débouche sur une analyse plus précise de l'évolution de la situation sur les périodes qui nous intéressent ici, c'est-à-dire avant et après la libéralisation.

Le second intérêt de l'étude de Madhusadan réside dans l'estimation de l'impact de la croissance sur le développement, mais aussi de la relation réciproque, c'est-à-dire, l'impact du développement humain sur la croissance. En effet, si la croissance économique est perçue comme une possibilité d'augmenter les standards de vie qui définissent le développement humain, le développement humain lui-même est aussi considéré comme capacité supplémentaire à engendrer plus de croissance. Cette double relation permet à l'auteur de déterminer, si oui ou non, les Etats considérés s'inscrivent dans un cercle vertueux de développement et de croissance.

Dans une première section, nous présenterons l'IDH ainsi que les estimations faites pour une sélection d'Etats indiens¹⁰, en distinguant les particularités de l'un d'entre eux : le Kerala. Dans une seconde section, nous montrerons qu'il existe, malgré une certaine disparité dans les composantes de l'IDH, une convergence de l'IDH au niveau de l'Inde entière. Dans une troisième section, nous étudierons les relations de causalité réciproque entre croissance et développement.

A - Le développement humain et l'exception Kéralaise¹¹

L'indicateur utilisé est celui du développement humain du PNUD [1990] : l'IDH. Cet indicateur permet d'analyser le développement humain sous l'angle de trois facteurs. Le premier facteur correspond à une mesure du **niveau d'éducation** ou de savoir. Il correspond à la mesure du taux d'alphabétisation des adultes (pourcentage des 15 ans et plus sachant écrire et comprendre aisément un texte court et simple traitant de la vie quotidienne), et du taux brut de scolarisation (mesure combinée des taux pour le primaire, le secondaire et le supérieur). Le niveau d'éducation traduit de manière générale la satisfaction des besoins immatériels telle que la capacité à participer aux prises de décision sur le lieu de travail ou dans la société. Le second indicateur, **l'indice de longévité** est lié à l'espérance de vie. Il permet de mesurer indirectement la satisfaction des besoins matériels essentiels tels que l'accès à une alimentation saine, à l'eau potable, à un logement décent, à une bonne hygiène et aux soins médicaux, ces besoins n'étant pas pris directement en compte dans le calcul de l'IDH. Le troisième facteur, **l'indice du niveau de vie**, est fonction du produit intérieur brut par habitant en parité de pouvoir d'achat. Il permet d'englober les éléments de la qualité de vie qui ne sont pas décrits par les deux premiers indices tels que la mobilité ou l'accès à la culture. Plus l'indice de développement humain se rapproche de l'unité, plus le pays est dit développé. Voir mode de calcul de l'IDH dans l'encadré ci-dessous.

L'IDH se compose des indices de longévité, de niveau d'éducation et de niveau de vie, soit respectivement A, D et E.

$$\text{On a : } IDH = \frac{A + D + E}{3}$$

⁹ Madhusadan Gosh [2006], *Economic Growth and Human Development in Indian States*, EPW, 2006

¹⁰ Cette sélection se justifie par l'existence de données complètes pour ces Etats.

¹¹ L'état du Kerala est un des Etats du Sud de l'Inde.

- **L'indice de longévité ou Espérance de Vie, A**, se calcule de la manière suivante :

$$A = \frac{EV - 25}{60},$$

- plus A tend vers 1, plus la longévité moyenne est haute, c'est-à-dire 85 ans.
- plus A tend vers 0, plus la longévité moyenne est basse, soit 25 ans.

- **L'indice de niveau d'éducation, D**, se calcule de la manière suivante :

$$D = \frac{2TA + TBS}{3}$$

- Soit TA le taux d'Alphabétisation
- et TBS le taux brut de scolarisation, dont les valeurs sont comprises entre 0% et 100%

- **L'indice de niveau de vie, E**, donné par le logarithme par habitant en parité de pouvoir d'achat :

$$E = \frac{\log_{10} PIB - 2}{2.60206}$$

où le PIB/tête est compris entre 100 dollars et 40 000 dollars par an

En plus de donner une mesure de l'IDH, on donnera le détail de l'évolution des trois facteurs qui compose l'IDH pour notre échantillon constitué de 15 Etats, sur une période allant de 1981 à 2001. Les Etats concernés sont l'Andhra Pradesh, l'Assam, le Bihar, le Gurjrat, l'Haryana, le Karnataka, le Kerala, le Madyah Pradesh, le Maharashtra, l'Orissa, le Punjab, le Rajasthan, le Tamil Nadu, l'Uttar Pradesh et le West Bengale.

Le tableau suivant (Tableau 9) indique les performances relatives des différents Etats selon le niveau d'amélioration de l'IDH, à différents moments. Ainsi, nous pouvons voir que l'IDH a suivi une même tendance à la hausse, dans chacun des Etats de l'échantillon considéré.

TABLEAU 9 - EVOLUTION DE L'IDH (1981-2001)

	IDH en 1981	IDH en 1991	IDH en 2001
Andhra Pradesh	0,298	0,377	0,416
Assam	0,272	0,348	0,386
Bihar	0,237	0,308	0,367
Gurjrat	0,360	0,431	0,479
Haryana	0,360	0,443	0,509
Karnataka	0,346	0,412	0,478
Kerala	0,500	0,591	0,638
Madhya Pradesh	0,245	0,328	0,394
Maharashtra	0,363	0,452	0,520
Orissa	0,267	0,345	0,404
Punjab	0,411	0,475	0,537
Rajasthan	0,260	0,347	0,424
Tamil Nadu	0,343	0,466	0,531
Uttar Pradesh	0,255	0,314	0,388
West Bengal	0,305	0,404	0,472
All India	0,30	0,38	0,47

Source : National Account Statistic [Gouvernement of India], Madhusadan Ghosh [2006], rapport du PNUD sur le développement humain 2001 et calculs de l'auteur.

D'un point de vue global, on peut noter qu'en Inde, entre 1981 et 1991 l'indice a augmenté de 8%, tandis que de 1991 à 2001, celui-ci aurait progressé un peu plus rapidement, soit d'environ 9% sur une même période moyenne de dix ans. En d'autre terme, la progression

de l'indicateur de développement humain aurait plus rapidement augmenté en rythme annuel dans la période post libéralisation. On peut émettre l'hypothèse que la croissance plus forte de la période post libéralisation ait eu un impact significatif sur la progression même légère, du développement humain en Inde. Mais avant de tester cette relation, voyons quels sont les résultats d'une manière plus détaillée.

On note que dans certains Etats, les progrès en matière de développement humain tels que mesurés par l'IDH sont importants. En Haryana au Maharashtra au Punjab et au Tamil Nadu, ces indicateurs dépassent même la moyenne nationale qui s'établit à 0,47. Ces progressions s'expliquent en réalité à la lumière des différentes composantes de l'IDH, telles que explicitées ci-après.

En examinant le niveau d'éducation (voir Tableau 10), on observe qu'effectivement la progression de cet indicateur est plus forte après la libéralisation qu'avant, pour la plupart des Etats de l'échantillon.

TABLEAU 10 - EVOLUTION DU NIVEAU D'EDUCATION

	(en pourcentage de la population)			progression entre 1981 et 1991	progression entre 1991 et 2001	progression entre 1981 et 2001
	1981	1991	2001			
Andhra Pradesh	35,66	44,09	61,11	+ 8,43	+ 17,02	+ 25,45
Assam	42,05	52,79	64,28	+ 10,74	+ 11,49	+ 22,23
Bihar	32,05	38,48	47,53	+ 6,43	+ 9,05	+ 15,48
Gujrat	52,21	61,29	66,43	+ 9,08	+ 5,14	+ 14,22
Haryana	43,88	55,85	68,59	+ 11,97	+ 12,74	+ 24,71
Karnataka	46,21	56,04	67,04	+ 9,83	+ 11,00	+ 20,83
Kerala	81,56	89,81	90,92	+ 8,25	+ 1,11	+ 9,36
Madhya Pradesh	36,36	44,2	64,08	+ 7,84	+ 19,88	+ 27,72
Maharashtra	55,83	64,87	77,27	+ 9,04	+ 12,40	+ 21,44
Orissa	40,97	49,09	63,61	+ 8,12	+ 14,52	+ 22,64
Punjab	48,17	58,51	69,95	+ 10,34	+ 11,44	+ 21,78
Rajasthan	30,11	38,55	61,03	+ 8,44	+ 22,48	+ 30,92
Tamil Nadu	54,39	62,66	75,47	+ 8,27	+ 12,81	+ 21,08
Uttar Pradesh	33,35	41,6	57,36	+ 8,25	+ 15,76	+ 24,01
West Bengal	48,65	57,7	69,22	+ 9,05	+ 11,52	+ 20,57
All India	43,57	52,21	65,2	+ 8,64	+ 12,99	+ 21,63

Source : *idem et Census of India website*

Cependant, le Kerala, et dans une moindre mesure le Gujrat, semblent ne pas obéir à cette règle. En effet, le Kerala semble s'extraire du lot par son niveau d'éducation élevé, et ce, quelles que soient les périodes observées. Ceci s'explique par une politique volontariste basée sur la mise en place peu avant l'indépendance, d'une politique éducative non formalisée mais cependant soutenue par les institutions locales. En 1945 le Kerala Gandhasala Sangham (Kerala State Library Council) avait ouvert quarante cinq bibliothèques en milieu rural. En 1975, ce même organisme semi privé proposera au gouvernement indien d'ouvrir 7000 librairies supplémentaires¹². Au bilan, plus de 80% de la population savait lire et écrire au Kerala en 1981. L'autre particularité de la forme de cette action réside dans son militantisme dans l'accès à l'éducation en faveur des femmes¹³.

¹² Pour un approfondissement du sujet, voir les travaux de P. Madhusoodanan Pillai, « *Women Literacy And Development In Kerala: The Experience and Challenges* », <http://www.literacyonline.org/>

¹³ Originellement, il s'agit là d'un produit historique de la société kéralaise. En effet, la première petite fille ayant accès à l'éducation en Inde fut dans l'ex territoire Tranvancore, actuellement Kerala, dans une école de

Depuis, les différences observées entre homme et femme en matière d'éducation sont les plus faibles de toute l'Inde (94.5% chez l'homme et 86.5% chez la femme au Kerala, soit 8% de différence contre 24% en moyenne pour les autres Etats de l'Inde en 2001). En examinant l'espérance de vie (voir Tableau 11), on peut voir ici aussi que le Kerala détient le record de longévité moyenne, loin devant les autres Etats.

**TABLEAU 11 - EVOLUTION DE L'ESPERANCE DE VIE
(AGE ATTEINT EN MOYENNE EN NOMBRE D'ANNEES)**

	Entre 1981 et 1985	Entre 1991 et 1995	Entre 1995 et 1996
Andhra Pradesh	58,4	61,8	62
Assam	51,9	55,7	56,2
Bihar	52,9	59,3	59,4
Gurjat	57,6	61	61,4
Haryana	60,3	63,4	63,8
Karnataka	60,3	62,5	62,9
Kerala	68,4	72,9	73,1
Madhya Pradesh	51,6	54,7	55,2
Maharashtra	60,7	64,8	65,2
Orissa	53	56,5	56,9
Punjab	63,1	67,2	67,4
Rajasthan	53,5	59,1	59,5
Tamil Nadu	56,9	63,3	63,7
Uttar Pradesh	50	56,8	57,2
West Bengal	57,4	62,1	62,4
All India	55,5	60,3	60,7

Source : *idem*

L'examen du revenu par tête (voir Tableau 12 ci-après) montre par ailleurs des résultats similaires aux progressions observées dans les Etats de l'échantillon, avec toujours l'exception de l'Etat Keralais, dont la hausse du revenu par tête n'est pas proportionnelle si l'on en réfère à son niveau de développement relativement élevé¹⁴.

En effet, en dépit du fait que le Kerala soit référencé comme étant l'Etat le mieux noté en terme de développement humain, c'est-à-dire celui qui connaît l'IDH le plus élevé, on remarque que si l'éducation a joué un rôle de premier plan dans cet Etat, la croissance de son revenu par tête pendant la première période (1981-1991) ne semble pas être responsable de la progression de cet indicateur, puisque ces deux indicateurs ne semblent pas corrélés. Ainsi, pour une hausse de 20% de son revenu, on observe une hausse de l'IDH de plus de 14 points pour la période avant la libéralisation, et on observe dans la période post libéralisation, une hausse de seulement 7 points de l'IDH, tandis que le revenu par tête augmente de 53%. De même le niveau d'éducation augmente que très faiblement après la réforme, soit une hausse de seulement 1.1%.

L'examen des composantes de l'IDH nous donne une analyse plus fine du développement humain en Inde.

En résumé, deux résultats importants apparaissent : le premier montre que le développement humain ne dépend pas obligatoirement de la croissance, ce qui inciterait à mettre en œuvre une politique volontariste en matière d'éducation et de santé comme moyen de combattre *le mal développement*. En second lieu, l'évolution de ces indicateurs montre

missionnaires en 1819. La première école de fille fut créée par la suite sur ce même territoire en 1859, tandis que d'autres devaient voir le jour. Le fait que cet Etat ait été souvent dirigé par des communistes explique une certaine constance des politiques sociales y étant menées.

¹⁴ Le Kerala a été, durant cette période, et est un Etat à majorité communiste, dont les objectifs furent avant tout d'insister sur le développement humain plus que sur la croissance du revenu par tête.

qu'il existerait un impact différencié selon les Etats des composantes de l'IDH sur l'IDH lui-même, ce que précisément, nous nous proposons d'étudier dans la sous section suivante.

B - Disparité et convergence régionale dans le développement

Il s'agit donc ici de voir si oui ou non il existe une convergence entre les Etats dans l'évolution de l'IDH et de ses composantes. Pour ce faire, nous reprenons ici pour part les résultats de Madhusadan Ghosh [2006]¹⁵.

En reprenant les spécifications des mesures de convergence de Barro et Sala-i-Martin [1992, 1995 et 1996]¹⁶ (convergence σ et convergence conditionnelle et absolue β), l'auteur étudie jusqu'où l'IDH et ses composantes convergent ou divergent pour les Etats de l'échantillon.

Les résultats de la convergence σ estimée par le coefficient de variation des Etats par années sont présentés dans le tableau 13 ci-après.

TABLEAU 12 - COEFFICIENT DE VARIATION – CONVERGENCE σ

IDH			Education			Espérance de Vie			Revenu par tête		
1981	1991	2001	1981	1991	2001	1981	1991	2001	1981	1991	2001
22,5	19,02	16,29	28,35	24,18	14,45	8,84	7,78	7,63	31,09	36,01	40,55

Source : Madhusadan Ghosh [2006]

La diminution des valeurs pour L'IDH indique que les Etats convergent. Autrement dit, l'écart de développement tel que mesuré par l'IDH diminuerait entre les pays de l'échantillon considéré. C'est aussi le cas pour la composante Education et la composante Espérance de Vie de l'IDH. Toutefois on remarque que la progression du coefficient de variation du revenu par tête entre 1981 et 2001 évolue dans le sens opposé. Autrement dit, si on observerait une convergence du niveau de développement humain observé entre les Etats pour les deux premières composantes de l'IDH, on observerait également une augmentation de la disparité entre les Etats pour le revenu par tête sur la même période.

Nous allons voir que les tests de convergence conditionnelle et absolue β confirment ces résultats.

Pour cela, l'auteur teste dans un premier un temps la convergence absolue β à l'aide de l'équation suivante :

$$[\ln(X_{i,t}) - \ln(X_{i,t-\tau})]/T = \alpha + \beta \ln(X_{i,t-\tau}) + \varepsilon_{i,t} \quad (0)$$

ou :

- $[\ln(X_{i,t}) - \ln(X_{i,t-\tau})]/T$ est la croissance moyenne annuelle pour chacune des variables (IDH, Education, Espérance de vie, et Revenu par tête), par Etat, du moment t au moment t-r, sur la période T.
- $\ln(X_{i,t-\tau})$ est le logarithme de la variable au moment t et t-r
- α la constante
- $\varepsilon_{i,t}$ le résidu

L'estimation des coefficients de convergence absolue β donne le tableau 14 suivant :

¹⁵ Madhusadan Ghosh, *Economic Growth and Human Development in Indian States*, EPW, 2006

¹⁶ In Madhusadan Ghosh, 2006, *Economic Growth and Human Development in Indian States*, EPW, 2006

TABLEAU 13 - TEST DE CONVERGENCE ABSOLUE β

IDH			Education			Espérance de Vie			Revenu par tête		
1981-1991	1991-2001	1981-2001	1981-1991	1991-2001	1981-2001	1981-1985	1991-1995	1995-1996	1981-1991	1991-2001	1981-2001
-0,0165* (-3.347)	-0,148* (-3.507)	-0,0146* (-4.921)	-0,0125* (-4.842)	-0,0423* (-5.984)	-0,0251* (-7.433)	-0,0164** (-2.267)	-0,0188* (-3.105)	-0,0161* (-2.564)	0,012*** (1.552)	0,02*** (1.585)	0,016** (2.050)

Le terme entre parenthèse représente le T-Stat, * test significatif 1%, ** test significatif à 5%, *** test significatif à 10%

Source : Madhusadan Ghosh [2006]

Pour l'IDH, le niveau d'Education, l'Espérance de Vie, et le Revenu par tête, montre que le test est accepté pour chacun des intervalles étudiés. La corrélation négative du coefficient de convergence absolue β pour chacun des indicateurs montre que la convergence entre les Etats a bien eu lieu. Autrement dit, les Etats les plus pauvres auraient rattrapé les Etats les plus riches. Plus le coefficient est élevé en valeur absolue, plus la convergence est rapide.

Une comparaison pré et post libéralisation montre que le taux de convergence de l'IDH augmente à un rythme plus ou moins rapide. En effet, on observe que celui-ci passe de 1.65% à 1.48% dans la période pré libéralisation (entre 1981 et 1991), et de 1.48% à 1.46% entre 1991 et 2001 ; soit une légère diminution en tendance. Par ailleurs, le coefficient de convergence concernant le niveau d'éducation augmente également puisqu'il passe de 1.25% en 1981 à 2.51% en 2001, ponctué par un pic à 4.23% en 1991. Cette tendance à la hausse est observable également pour la composante Espérance de Vie de l'IDH, puisque celle-ci augmente pour les mêmes périodes de 1.64% à 1.61% avec un pic à 1.68%. Il y aurait donc jusqu'en 1991 une augmentation de la convergence entre les Etats et des indicateurs des composantes de l'IDH avant la libéralisation.

L'examen de l'indicateur Revenu par Tête montre des tendances inverses. En effet, le coefficient positif qui caractérise le coefficient β pour cette variable indique que les disparités entre les Etats augmentent entre 1981 et 2001 avec toutefois une diminution entre 1981 et 1991. Ces variations sont confirmées par les indicateurs de pauvreté que nous avons évoqué dans la section précédente.

En résumé, les tests de convergence absolue β montrent une divergence entre les Etats les plus riches et les Etats les plus pauvres en terme de revenu par tête, confirmant ainsi les résultats précédents du test de convergence σ . La convergence en terme de développement humain au niveau agrégé ne serait toutefois pas compromise entre les Etats, comme l'indique les variations observées pour l'IDH, et confirmées par le test de convergence conditionnelle β suivant.

Afin de procéder à ce test, l'équation considérée s'écrit comme suit :

$$[\ln(X_{i,t}) - \ln(X_{i,t-\tau})] / T = -0.295 - 0.0555 \ln(IDH_{t-\tau}) + 0.0159 \ln(LR_{t-\tau}) + 0.0478 \ln(ELB_{t-\tau}) \quad (1)$$

Terme T-Stat (-2.40) (-4.192) * (2.339) ** (1.967) **

$R^2 = 0.658$ *significatif à 1% ** significatif à 5%

où : LR représente la composante Niveau d'éducation

et ELB la composante Espérance de vie

On peut voir que les composantes Niveau d'Education et Espérance de Vie ont un effet positif sur la croissance de l'Indice de Développement Humain, puisque ces coefficients sont positifs et significatifs à 5%. Leurs prises en considération dans le test de convergence conditionnelle améliore ici la précision de l'évaluation de leur impact sur l'IDH, puisque le coefficient observé passe de 1.46% à 5.55%. Il existe donc bien une convergence de l'IDH entre les Etats, soulignée par celle entre les Etats de deux des composantes de l'IDH que sont le Niveau d'Education et l'Espérance de Vie.

En dernier lieu l'auteur teste l'impact de deux variables supplémentaires dans le test de convergence conditionnelle β : les dépenses sociales des Etats, et une variable Dummy pour l'année 1991.

L'équation estimée est la suivante :

$$[\ln(X_{i,t}) - \ln(X_{i,t-\tau})] / T = \alpha + \beta \ln(X_{i,t-\tau}) + \theta \ln(SSE_{i,t-\tau}) + \delta D_{it} + \varepsilon_{i,t} \quad (2)$$

où : SSE représente les dépenses sociales des Etats
et D, la variable Dummy pour l'année 1991, censé indiquer le changement de structure des relations entre les variables pour cette année sur les trois variables estimées (IDH, l'Education, et l'Espérance de Vie)¹⁷.

La méthode utilisée est celle des moindres carrés ordinaires.

Les résultats du test sont présentés dans le tableau 15 page suivante

Les estimations pour l'Indicateur de Développement Humain, le Niveau d'Education et l'Espérance de Vie, montrent que les dépenses du secteur social des gouvernements (incluant une mesure du niveau d'éducation, des dépenses de la santé, d'accès à l'eau potable, de développement urbain, et du droit à l'information et au marché du travail) ont un effet positif sur le taux de croissance des trois variables étudiées, et sont significatives à 5%. Le signe négatif qui apparaît devant ces variables montre que la convergence a bien lieu en matière de développement. La variable Dummy confirme également le fait que la structure des relations entre les variables a effectivement bien changé depuis 1991¹⁸.

TABLEAU 14 - CONVERGENCE CONDITIONNELLE β

	IDH	Education	Espérance de vie
constante	-0,0081 (-0.452)	0,1041 (4.064)	0,0483 (2.990)
$\ln X_{i,t-\tau}$	-0,0169* (-4.969)	-0,0268* (-5.285)	-0,0125* (-2.784)
$\ln SSE_{i,t-\tau}$	0,0035** (1.747)	0,0048*** (1.598)	0,0028** (1.781)
D_{it}	-0,0054* (-3.633)	0,0078* (3.282)	-0,0062* (-8.748)
R ²	0,711	0,516	0,805

Le terme entre parenthèse représente le T-Stat

* test significatif 1%, ** test significatif à 5% *** test significatif à 10%

Source : Madhusadan Ghosh [2006]

Ces différents tests montrent un résultat important, témoignant du fait que les dépenses en matière sociale sont importantes pour le développement humain, telle que mesurée par l'IDH et ses composantes. On observerait alors une réduction des disparités entre les différents Etats qui induirait directement une amélioration de l'IDH. Si les deux composantes de

¹⁷ L'auteur ne précise pas la structure de cette relation

¹⁸ Cf. note précédente

l'Indicateur de Développement Humain que sont le Niveau d'Education et l'Espérance de Vie contribuent à faire converger l'Indicateur de Développement Humain pour les Etats indiens de l'échantillon considéré, la hausse du revenu monétaire ne s'avère pas être positivement corrélée à cette évolution comme nous le montre les tests convergence σ et β .

Mais pour l'heure, attardons nous à étudier si oui ou non il existerait une relation entre croissance et développement humain.

C - Causalité réciproque entre croissance et développement humain

On étudie ici, les effets de la croissance sur le développement ainsi que sa causalité réciproque. En effet, un des moyens d'améliorer le développement humain viendrait du choix de politique économique qui viserait dans un premier temps à privilégier la croissance. L'hypothèse inverse consiste à dire qu'une des conditions de garantir une croissance soutenue viendrait d'une politique volontariste en matière sociale qui elle, agirait directement sur les composantes du développement. L'amélioration du développement humain induirait alors plus de croissance, qui elle-même engendrerait le développement humain dans une dynamique vertueuse. Or précisément, Madhusadan montre qu'il existe en Inde certains Etats qui se situent dans ce cercle vertueux, et d'autres qui le sont soit partiellement ou pas du tout.

- Pour montrer la relation selon laquelle la croissance induirait une hausse du développement humain, l'auteur se sert du cadre conceptuel retenu par Ramirez et Al [1998]¹⁹. Ainsi, la croissance contribuerait à améliorer le développement humain par deux canaux, d'une part par une hausse du niveau de dépenses des ménages induite par une augmentation du revenu par tête, et d'autre part par une hausse des dépenses du gouvernement dans le secteur social. L'hypothèse faite ici est celle d'une distribution des revenus égalitaires.

Il s'agit donc pour Ramirez et Al de mettre en avant l'importance d'une politique de redistribution de la part de l'Etat, en même temps que celle des effets directs de la croissance selon le schéma des politiques de *trickle down strategy*, cas où la croissance finit toujours par toucher les pauvres.

Ces effets existeraient bien dans le cas du secteur agricole en Inde, comme l'ont montré Ahluwalia [1978, 1986], Bardhan [1984] et Ghosh [1996]. L'effet direct de la croissance de ce secteur induirait une hausse du revenu par tête. A l'inverse, une politique sociale appropriée engendre également une hausse de la croissance. L'hypothèse faite ici, suppose aussi que la distribution des revenus considérée ait été égalitaire. En résumé, la croissance économique et l'augmentation des dépenses de l'Etat dans les politiques sociales (santé, éducation, eau potable, etc.) qui en résulterait conduiraient à terme à augmenter le développement humain. Autrement dit, la croissance économique induirait une hausse du développement humain.

- La relation de causalité inverse qui voudrait que le développement humain induirait plus de croissance, peut être défendue par l'hypothèse simple que si l'homme est en meilleure santé, mieux nourri et mieux éduqué, il contribue nécessairement à la réalisation d'une croissance plus soutenue. C'est la piste du capital humain qui est privilégiée dans cette approche. Selon cette théorie, plus la main d'œuvre est qualifiée, plus la productivité est élevée, et plus le processus de production est efficient. Drèze et Sen [1995] et Datt et Ravallion, [1998b] ont montré qu'en Inde, il existerait effectivement une forte corrélation entre le capital humain et la croissance. A un niveau méso économique, plusieurs études ont montré qu'une hausse du niveau d'éducation des populations dans le secteur agricole conduirait à une augmentation de la productivité et de l'efficacité de ce secteur [Chawdhuri 1979, Kalirajan and Shand 1985, Foster et Rosenzweig 1995]. De même on observerait

¹⁹ In Madhusadan Ghosh, 2006, *Economic Growth and Human Development in Indian States*, EPW, 2006

selon Deolalkikar [1988] et Bherman [1993, 1996] qu'une amélioration de la santé et de la qualité de la nutrition des populations particulièrement pauvres du secteur agricole, augmente sensiblement la productivité du travail. A un niveau macro, quelques études empiriques appliquées au cas de l'Inde ont montré l'influence du capital humain sur la croissance et la productivité totale des facteurs, et sur le revenu distribué qui en découle. Trivedi [2002] observe qu'un niveau important de scolarisation a un impact positif sur le revenu par tête des Etats indiens. Dholakia [2003] conclut aussi que l'IDH a un effet significatif sur le revenu par tête.

- Afin d'étudier le type de rapport de causalité entre croissance et développement, l'auteur procède en deux temps. La première relation testée est celle de l'impact de la croissance sur le développement humain.

Pour cela, il estime la moyenne des revenus par tête sur cinq années précédant chaque période, soit PCI_{t-5} ainsi que le niveau de dépenses du gouvernement qui en résulte dans le secteur social SSE (*social sector expenditure*), et leurs impacts sur le développement au moment t , soit sur la variable IDH $_t$. L'équation s'écrit :

$$\ln(IDH_t) = \alpha + \beta \ln(PCI_{t-5}) + \theta \ln(SSE_{t-\tau}) + \delta_1 D_1 + \delta_2 D_2 + \varepsilon_t \quad (3)$$

La seconde relation est celle de la causalité réciproque qui voudrait qu'une amélioration du développement humain conduise à une augmentation de la croissance du revenu par tête, peut s'écrire sous la forme suivante:

$$\ln(PCI_{t+3}) = \alpha + \beta \ln(IDH_t) + \theta \ln(LR_t) + \delta \ln(ELB_t) + \delta_1 D_1 + \delta_2 D_2 + \varepsilon_t \quad (4)$$

où : PCI_{t+3} représente le revenu par tête à $t+3$

et : D_1 et D_2 étant les variables *Dummies* respectivement pour 1991 et 2001, censées représenter si un changement dans la structure des relations à ces dates s'est opéré. ($D_1 = 1$ pour 1991, et 0 pour 1981 et 2001, $D_2 = 1$ pour 2001, et 0 pour 1981 et 1991). Les équations sont estimées par la méthode des moindres carrés ordinaires pour les trois indicateurs pendant les trois périodes.

L'estimation des coefficients à partir de l'équation (3) donne les résultats indiqués dans le tableau 15 suivant :

On voit clairement que l'impact de la croissance, tel que mesuré par le revenu par tête, est positif et significatif sur le développement humain, ainsi que sur deux de ses composantes pour l'échantillon des Etats indiens considéré. En effet, le coefficient estimé pour l'Indicateur de Développement Humain est de 0.376 et est significatif à 1%. De même, le coefficient affecté au Niveau d'Education est de 0.331, et celui affecté à l'Espérance de Vie, de 0.141, avec les mêmes niveaux de significativité. On remarque également que les dépenses de l'Etat ont un impact significatif pour chacune des variables du développement humain. Le coefficient *Dummy 1* indique qu'il n'y a pas eu de changement observé en 1991 dans la structure des relations entre la croissance du revenu par tête, les dépenses de l'Etat, le niveau d'éducation et l'espérance de vie. Certes, ces deux derniers indicateurs ont augmenté, mais de façon stable en proportion de la croissance et des dépenses. Par contre, le développement humain aurait subi une hausse sensiblement plus rapide, indiquant que la croissance agirait à terme sur le développement selon le principe de la *trickle down strategy*.

TABEAU 15 - MESURE DES EFFETS DE LA CROISSANCE SUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN

<i>Variables dépendantes</i>			
	$\ln(IDH_t)$	$\ln(LR_t)$	$\ln(ELB_t)$
<i>Constante α</i>	-5,618 (-8.596)	-0,867 (-0.971)	2,532 (7.385)
$\ln(PCI_{t-5})$	0,376* (6.993)	0,331* (4.512)	0,141* (5.398)
$\ln SSE_t$	0,509* (3.824)	0,622* (3.636)	0,194** (3.003)
D_1	0,088** (1.755)	0,034 (0.501)	0,019 (0.777)
D_2	0,106** (1.833)	0,143** (1.799)	-0,022 (-0.786)
R^2	0,734	0,606	0,506

Le terme entre parenthèse représente le T-Stat , * :le test significatif à 1%, ** : le test est significatif à 5%

Source : Madhusadan Ghosh [2006]

L'estimation des résultats pour l'équation (4) montre qu'il existe également une relation de causalité du développement humain sur la croissance. Ces résultats sont indiqués dans le tableau 16 ci après :

Ainsi, tous les coefficients des variables de l'IDH sur la croissance du revenu par tête sont positifs et significatifs. Notons par ailleurs que la structure entre les variables du développement n'a pas changé en 1991, mais qu'elle le fut en 2001 puisque D_2 est significative.

TABEAU 16 - EFFET DU DEVELOPPEMENT HUMAIN SUR LA CROISSANCE

<i>Variable dépendante : PCI_{t+3}</i>	
<i>constante</i>	8,964 (3.22)
$\ln IDH_t$	1,346* (5.80)
$\ln LR_t$	0,864* (3.69)
$\ln ELB_t$	2,785* (4.72)
D_1	-0,047 (-0.405)
D_2	0,316* (2.62)
R^2	0,569

Terme entre parenthèse représente le T-Stat , * test significatif 1%,

Source : Madhusadan Ghosh [2006]

En Résumé, il existe un rapport de causalité réciproque entre les variables croissance du revenu par tête et celles du développement humain telles que mesurées par l'IDH et ses composantes. Autrement dit une amélioration des déterminantes du développement humain par une hausse des dépenses en matière sociale favorise ainsi la croissance, croissance qui engendre à son tour une hausse des dépenses sociales en faveur du développement dans une spirale vertueuse. Néanmoins, si l'analyse empirique montre que ces rapports de causalités réciproques existent bien, chacun des Etats de l'échantillon étudié n'effectue cependant pas les mêmes dépenses, de même qu'il ne dispose pas d'un revenu par tête initial similaire (comme nous l'avons vu dans le premier tableau de cette étude²⁰).

Madhusadan Ghosh donne ainsi une typologie de chaque Etat en fonction de son positionnement dans un cercle vertueux de croissance et de développement. Il distingue pour cela quatre catégories. La première catégorie regroupe les Etats dans lesquels ni la croissance ni les déterminantes du développement permettent leurs améliorations mutuelles dans le temps. Il s'agit des cas de l'Andra Pradesh, de l'Assam, du Bihar, de l'Orissa, du Rajasthan et de l'Uttar Pradesh. La seconde catégorie regroupe les Etats pour lequel il existerait un effet de causalité dans le sens où les conditions de développement humain permettraient que la croissance augmente, cas des Etats du Karnataka, du Kerala et du Tamil Nadu pour l'année 1981. On peut voir également qu'un changement de dynamique est possible dans le cas du Tamil Nadu et du Karnataka. On observe que ces Etats rentrent dans un cercle vertueux de développement et de croissance à partir des réformes. La troisième catégorie concerne les Etats inscrits dans une causalité où la croissance permettrait une hausse des indicateurs de développement. C'est le cas ici du West Bengale. Cependant on note qu'en 1991, un changement de nature de causalité intervient pour cet Etat, qui entre temporairement dans la quatrième catégorie, catégorie qui regroupe pour sa part les pays inscrits dans un cercle vertueux de causalité réciproque entre croissance et développement : cas de l'Haryana, du Gujarat, du Maharashtra et du Punjab. Voir présentation des résultats dans le Tableau 17 ci après.

TABLEAU 17 - CLASSIFICATION DES ETATS PAR TYPE DE CAUSALITES RECIPROQUES PAR PERIODE

	1981	1991	2001
Andhra Pradesh	<i>Vicieux</i>	<i>Vicieux</i>	<i>Vicieux</i>
Assam	<i>Vicieux</i>	<i>Vicieux</i>	<i>Vicieux</i>
Bihar	<i>Vicieux</i>	<i>Vicieux</i>	<i>Vicieux</i>
Gujarat	Vertueux	Vertueux	Vertueux
Haryana	Vertueux	Vertueux	Vertueux
Karnataka	Développement Humain vers Croissance	Développement Humain vers Croissance/ Vertueux	Vertueux
Kerala	Développement Humain vers Croissance	Développement Humain vers Croissance	Développement Humain vers Croissance
Madhya Pradesh	<i>Vicieux</i>	<i>Vicieux</i>	<i>Vicieux</i>
Maharashtra	Vertueux	Vertueux	Vertueux
Orissa	<i>Vicieux</i>	<i>Vicieux</i>	<i>Vicieux</i>
Punjab	Vertueux	Vertueux	Vertueux
Rajasthan	<i>Vicieux</i>	<i>Vicieux</i>	<i>Vicieux</i>
Tamil Nadu	Développement Humain vers Croissance	Vertueux	Vertueux
Uttar Pradesh	<i>Vicieux</i>	<i>Vicieux</i>	<i>Vicieux</i>
West Bengal	Croissance vers Développement Humain	Vertueux	Croissance vers Développement Humain

Source : Madhusadan Ghosh [2006]

²⁰ Voir section II – A - Le développement humain et l'exception Kéralaise

Un des résultats importants apportés par ces travaux montre qu'aucun Etat ne paraît avoir les moyens de passer d'un cercle vicieux à un cercle vertueux entre les différents moments observés, c'est-à-dire avant la libéralisation, pendant la libéralisation et après la libéralisation. Par contre les pays à niveau de développement humain élevé, sembleraient pouvoir passer d'un type de causalité à un autre, dans le sens où le développement conduirait à plus de croissance, la causalité devenant alors réciproque entre ces deux facteurs. Toutefois, le fait d'entrer dans un cercle vertueux de croissance et de développement ne signifie pas que cette dynamique soit un acquis définitif, comme nous le montre le cas du West Bengale, dont l'auteur précise que dans ce cas on aurait observé une baisse des dépenses sociales. La causalité devient monotone, et le mécanisme de *trickle down* uniquement à l'œuvre.

En conclusion, trois résultats forts apparaissent :

- Le premier résultat vient du fait que trois types de relations sont observables entre croissance et développement humain. La première souligne le rôle de la croissance dans l'amélioration du développement humain. La seconde illustre le fait qu'une amélioration du développement humain initial entraîne une croissance plus soutenue. La troisième relation est une synthèse des deux précédentes dans la mesure où la relation qui lie le développement humain à la croissance est une relation de réciprocité.

Pour Madhusudan Ghosh, il est clair que la relation de réciprocité existe, mais qu'elle ne dispense pas du choix de politique de soutien au développement, non seulement nécessaire en premier lieu, mais seule possibilité de sortir du cercle vicieux, à l'exemple du Kerala. Néanmoins, il reconnaît l'existence bien d'une stratégie de *trickle down* selon laquelle une hausse du revenu par tête induit une augmentation des indicateurs de développement humain.

Cette hypothèse est valide tant que :

- la croissance se traduit toujours par une hausse du revenu par tête,
- les mesures du développement comportent la prise en compte d'un revenu monétaire,
- les Etats assurent leur rôle de redistribution, en engageant les dépenses sociales nécessaires.

Dans le cas où seulement deux des premières conditions sont réalisées, force est de constater que cette rhétorique élégante ne se traduit pas par des résultats concrets, et qu'en définitive la croissance ne touche pas les plus défavorisés. En effet, ces dernières années auraient été marquées par un assouplissement des politiques de redistribution comme on va le voir, à l'instar desquelles sept des Etats indiens de l'échantillon étudiés se seraient enfermés dans des relations de causalités dites vicieuses.

- Le deuxième résultat réside dans le fait que les Etats semblent malgré tout converger dans le long terme vers le niveau de développement tel que mesuré par l'IDH et deux de ses composantes (le Niveau d'Education et l'Espérance de Vie). Par contre, si ces composantes font converger l'IDH au niveau des Etats, il apparaît également des différences de croissance du revenu par tête de sorte que les disparités régionales entre les Etats s'amplifient. On retrouve aussi ce résultat dans un Working Paper du FMI²¹, où l'auteur, Cartiona Purfield [2006], montre que si les différences de croissance du produit domestique observées pour chaque Etat sont fortement corrélées aux niveaux de revenus constatés dans ces Etats, il y existerait aussi une dynamique d'augmentation des inégalités de revenus entre ces Etats, résultat de la section précédente que nous retrouverons ici. En réalité, la question des politiques d'assistance et de soutien aux classes défavorisées reste encore posée et sous la responsabilité des différents Etats. Grâce aux transferts budgétaires du centre vers les Etats périphériques, le gouvernement central tente d'avoir une approche équitable du développement. L'objectif visé est celui de la réduction des disparités régionales par des politiques sociales appropriées. Il s'agit alors de combler les déficits de certains Etats en infrastructures destinées aux développements comme les hôpitaux, les écoles, ou les installations d'accès à l'eau potable. Toutefois, il reste que les divergences

²¹ Cartiona Purfield [2006], *Mind the Gap, Is Economic Growth in India Leaving Some States Behind?*, Working paper, WP/06/103, avril

augmentent non pas en terme de développement mais en terme d'inégalité de revenu. La question posée est par conséquent celle de l'impact de la divergence du revenu monétaire sur le développement. Or Madhusadan Ghosh conclut que les inégalités de revenus entre les Etats augmentent malgré la convergence de l'IDH.

- Enfin l'exemple Kéralais a montré qu'il était possible d'obtenir davantage de croissance à partir d'une politique appropriée en terme de développement humain élevé, basée sur l'éducation.

En résumé, l'Etude du développement humain tel que mesuré par l'IDH révèle, à la différence des résultats sur la pauvreté, que le développement humain se serait amélioré plus vite après la libéralisation.

Dans une dernière section, nous nous proposons d'évaluer l'intervention de l'Etat dans le social et l'emploi

III – L'intervention de l'Etat dans le social et l'emploi

Nombre d'économistes s'attendaient à ce que la libéralisation les effets néfastes constatés dans les pays dans lesquelles des politiques similaires avaient été conduites, c'est à dire, une augmentation de la vulnérabilité des plus pauvres et une décohésion sociale qui seraient majoritairement attribués au fait que l'Etat ait cessé d'intervenir dans le domaine social.

La question posée cherche à savoir si dans le cas de l'Inde, la libéralisation se serait traduite par une diminution du rôle de l'Etat dans le social au profit de la politique du *trickle down strategy*.

Pour cela, nous proposons donc dans un premier temps une évaluation des dépenses sociales de l'Etat indien dans la période post réforme. Dans un second temps, nous verrons que les politiques de soutien à l'emploi apparaissent essentielles dans l'aide au développement humain. En dernier lieu, nous envisagerons quels sont les scénarios de croissance possible pour l'Inde

A – Les dépenses de l'Etat dans le secteur social

Nous avons déjà répondu de manière indirecte (mais incomplète) à cette question. En effet, le test de convergence absolue β au niveau des Etats étudiés dans la section précédente avait montré que le niveau des dépenses des gouvernements avait un impact significatif sur le niveau du développement humain. Ce qui signifie non seulement que les gouvernements des Etats avaient effectivement continué à affecter une partie de leur budget aux dépenses dans le secteur social, mais aussi que ces dépenses avait permis un resserrement de l'écart de développement humain entre les Etats. En résumé, il y eu donc bien des dépenses sociales de la part de l'Etat, mais nous n'avons ni quantifié leurs niveaux, ni jugé de leurs importances.

Le tableau 18 suivant présente les données pour ce que l'on avait appelé dans les tests précédents, la variable *social sector expenditure*²².

Les dépenses totales telles que présentées dans ce tableau comptabilisent les dépenses du secteur social. Ces dernières se décomposent en dépenses dans le domaine médical, en dépenses de santé publique, et en allocations données aux familles. La part non mesurée ici correspond aux dépenses en matière de développement (aide au développement rural, accès à l'eau potable, etc...). Le tableau donne également le montant des dépenses pour l'éducation et la santé (déjà comptabilisées dans le secteur social mais considérées séparément).

²² Les données sources sont cependant différentes de celles utilisées à la section précédente.

TABLEAU 18 - DEPENSES SOCIALES DE L'ETAT INDIEN GOUVERNEMENT DU CENTRE ET DES ETATS (1986-2006)

<i>en Millions de roupies</i>	1986-87	1990-91		1995-96		2000-01		2005-06	
			Variation Sur 4 ans		Variation Sur 5 ans		Variation Sur 5 ans		Variation Sur 5 ans
Secteur social	190	332	57%	655	51%	1318	50%	2052	64%
Education	86	171	50%	323	53%	670	48%	992	68%
Santé	45	73	62%	141	52%	280	50%	477	59%
En pourcentage des dépenses totales de l'Etat									
Secteur social	18,9%	20,3%		21,6%		22,3%		21,0%	
Education	8,6%	10,5%		10,6%		11,3%		10,1%	
Santé	4,5%	4,5%		4,6%		4,7%		4,9%	

Source : *Economic Survey, Government of India, various issues*

On peut constater que les dépenses sociales furent loin d'avoir été négligées. En chiffres absolus, on constate que le rythme moyen de progression de ces dépenses est d'environ cinquante pour cent ou plus tous les cinq ans. Néanmoins, on observe cependant que leur progression est plus lente après la crise, même si elles augmentent en chiffres absolus. En effet, les variations des dépenses sociales sont plus fortes entre 1986-87 et 1990-91, soit 57% sur quatre ans, qu'entre 1990-91 et 1995-96, soit 51%, sur 5 ans. La baisse relative du rythme de progression des dépenses sociales se poursuit jusqu'en 2000-01, avant de ré-augmenter les cinq années suivantes. Cette tendance s'observe pour toutes les dépenses sauf pour celles en matière d'éducation, dont la hausse est continue jusqu'en 1995-96. On note toutefois un ralentissement de leur progression jusqu'en 2000-01.

En réalité, les dépenses sociales en pourcentage des dépenses totales de l'Etat diminuent jusqu'en 2003-04, puis ré-augmentent légèrement à partir de 2004-05. La baisse constatée à partir 2000-01 peut se décomposer en deux temps, comme on peut le voir dans le tableau 19 suivant :

**TABLEAU 19 - DEPENSES SOCIALES DE L'ETAT INDIEN
DU GOUVERNEMENT DU CENTRE ET DES ETATS (2000-2008)**

En pourcentage des dépenses totales du secteur

	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08
Secteur social	22,3	21,4	20,6	19,7	20,7	21,3	22,3	22,5
Education	11,3	10,6	10,3	9,7	9,9	10,1	10,4	10,2
Santé	4,7	4,4	4,5	4,4	4,6	4,7	4,9	5,0

Source : *Economic Survey, Government of India, various issues*

En effet, on observe que les dépenses sociales en pourcentage du montant des dépenses totale de l'Etat diminuent régulièrement jusqu'en 2003-04, pour passer de 22.3% à 19.7%, puis ré-augmentent pour retrouver son niveau de 2000-01. Cette tendance se confirme dans le domaine de l'éducation et de la santé.

Cette baisse s'explique par la politique sociale de la coalition gouvernementale (*National Democratic Alliance*) menée par les nationalistes hindous au pouvoir jusqu'en Avril 2004. Celle-ci fut sans doute négligée en raison d'une vague d'optimisme ayant contribué à changer la vision que les indiens avaient de leur propre pays à cette époque. C'était le début

de l'époque du « Shining India », l'Inde qui brille, et pour laquelle la croissance devait bien finir par toucher les pauvres sans efforts redistributifs particuliers. C'est donc à une négligence de la part du gouvernement que l'on doit cette baisse des dépenses dans les services sociaux. Cette diminution relative des dépenses sociales est confirmée dans le tableau suivant. Les experts politiques locaux s'accordent à dire que c'est précisément cette raison qui a valu à Atal B. Vajpayee, alors premier ministre, de perdre les élections législatives de 2004.

A partir de cette date, on observe d'ailleurs une augmentation des dépenses des dépenses sociales avec l'arrivée de Manmohan Singh au pouvoir (voir Tableau 20 ci-après).

TABLEAU 20 - DEPENSES SOCIALES DE L'ETAT DU GOUVERNEMENT DU CENTRE ET DES ETATS (2001-2006) EN POURCENTAGE DU PIB

	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08
Dépenses totales du secteur social	6,25	6,04	5,92	5,68	5,66	5,7	6,19	6,27
Education	3,17	2,98	2,95	2,78	2,74	2,69	2,88	2,87
Santé	1,32	1,25	1,28	1,26	1,25	1,27	1,36	1,39

Source : Economic Survey, Government of India, various issues

En, résumé, on peut dire qu'il y a deux façons de considérer ces dépenses sociales :

- La première consisterait à interpréter ces chiffres en insistant sur le fait qu'en pourcentage du PIB, c'est-à-dire en terme réel, les dépenses du gouvernement stagnent autour des 6% du PIB, et n'augmentent pas significativement, ou en tout cas, pas autant que l'exigerait une politique plus volontariste en matière sociale. A ce titre, les estimations du PNUD donne des estimations minorées, mais indique une tendance plus ancienne à la stabilisation des dépenses dans le secteur de la santé. Leur part se situerait selon ces estimations à 0.9% du PIB par an entre 1991 et 2001. La constance de ces chiffres explique que la trajectoire du développement ait peu varié.

- La seconde, consisterait à ne considérer que les chiffres absolus de ces dépenses, dont l'augmentation (de toute manière plus importante que l'inflation²³) aurait en tout état de cause des effets visibles, puisque la croissance augmente.

Cette stabilisation des dépenses en pourcentage du PIB en tendance entre 2001 et 2008 traduirait le fait que l'Etat assumerait son rôle de redistribution²⁴. Toutefois sa capacité de redistribution pourrait être augmentée par une reforme de la structure de l'emploi qui s'articule autour de 91% de la force de travail dans le secteur informel, véritable grief en matière fiscale. Ce sont autant de ressources sur lesquelles l'Etat ne peut compter et qui permettraient effectivement d'augmenter cette capacité de redistribution.

En résumé, on peut dire que si les ajustements structurels ont légèrement ralenti le rythme des dépenses du gouvernement dans le secteur social, celles-ci n'ont jamais cessé de croître en chiffres absolus. A ce titre, on peut dire que la libéralisation n'a pas fondamentalement réduit l'intervention de l'Etat dans l'aide au développement, celle-ci se maintenant au mieux en terme réel.

²³ Si l'on se base sur inflation de 5% par an en moyenne.

²⁴ Les dépenses du secteur social comptent entre autres services sociaux, des programmes de redistributions directes visant à apporter aux populations une aide alimentaire gratuite. Le principal d'entre eux est le PDS (Public Distribution System). C'est un système qui suite à une expérience réussie menée au Maharastra, s'est généralisé à l'Union indienne avec plus ou moins de succès suivant les Etats. Ce type de programme s'inscrit dans la droite lignée du type de politiques prônés par la Banque Mondiale, en matière de lutte contre la pauvreté. Mais ces dépenses s'élèvent aujourd'hui à seulement 0,5% du PIB.

Par ailleurs, on observe que cette augmentation des dépenses de l'Etat aurait permis une diminution de la pauvreté, comme en atteste les chiffres que nous avons exposé en première partie de ce travail. D'un côté ou de l'autre, on peut alors considérer que si l'intervention de l'Etat se serait juste maintenue, il est raisonnable de penser que la croissance aurait fait le reste.

B – Améliorer le développement humain par l'emploi

L'objectif du gouvernement consiste à procurer un certain nombre de jours travaillés à travers des programmes d'emplois garantis, selon le *National Rural Employment Guarantee Act* de 2005. D'abord prévu dans deux cent localités, le programme vise à couvrir l'ensemble des Etats et territoires de l'Union indienne d'ici cinq ans. Le gouvernement annonce parallèlement la création de dix millions d'emplois dans le même terme.

Ces mesures répondent à la préoccupation du gouvernement face à un paradoxe de la situation économique en Inde. En effet, malgré une croissance vigoureuse, il n'y aurait que très peu de création d'emplois. Comme l'a montré Harasty [2001], cette tendance était déjà celle observée dans les années 80 alors que la croissance industrielle était forte. On observe dans le secteur manufacturier une croissance de 15% (2006-2007), tandis que l'offre d'emplois stagnerait. Ceci s'explique en outre par l'augmentation des gains de productivité obtenus par une modernisation des appareils de production. Dans les secteurs des services, et plus particulièrement dans le secteur des nouvelles technologies, l'offre de travail ne concerne quant à elle qu'une main d'œuvre qualifiée, qui d'ailleurs selon certaines estimations, manquera à moyen terme [Delphine Cavalier, 2006]. En effet, le système de l'enseignement supérieur ne parvenant déjà plus à fournir suffisamment de jeunes diplômés à ces secteurs, tandis que l'on observe déjà une pression croissante sur les salaires. Dans ce contexte, on comprend que les inégalités augmentent, avec l'émergence d'une nouvelle classe moyenne éduquée qui profite du décollage économique du pays, en marge des plus pauvres.

L'augmentation récente des inégalités a contribué à la prise de conscience du gouvernement actuel sur la nécessité de rendre la croissance plus profitable à tous, en insistant davantage sur le développement que sur la croissance. Autrement dit, il s'agirait de mieux redistribuer les fruits de la croissance d'une manière directe, c'est-à-dire par une augmentation plus importante des budgets sociaux (surtout dans les domaines de l'éducation et de la santé) et en accordant une priorité à la création d'emplois.

Conclusion

Les efforts des gouvernements vis-à-vis des politiques de développement humain depuis la libéralisation apparaissent constantes même si elles ont eu tendance à légèrement s'affaiblir au début des années 2000. L'évolution quasi-constante en tendance des indicateurs du développement humain tel que nous l'avons montré semble traduire cet état de fait. Cependant, l'augmentation des dépenses sociales depuis l'arrivée de Manmohan Singh confirme que l'Etat n'a pas l'intention de diminuer son intervention en imposant davantage de mécanismes de redistributif.

Par une politique active en matière d'éducation et de santé, le gouvernement souhaite réduire les inégalités dans un pays déjà profondément inégalitaire dans son architecture sociale. Non que les pauvres deviennent plus pauvres, mais les riches s'enrichissent plus vite, comme nous l'ont montré Piketty et Banerjee [2004].

Aux inégalités microsociales s'ajoutent les inégalités macro sociales, comme l'atteste la dynamique de l'augmentation des disparités régionales dessinant le contour d'une Inde duale. En effet, on assiste d'un côté au resserrement des Etats champions de la croissance et du développement autour d'un « croissant fertile » de dix Etats que l'on nomme aussi les movers ; Himachal Pradesh, Punjab, Gujarat, Haryana, Kerala Karnataka, Tamil Nadu, Andhra Pradesh, Assam, Bengale occidentale, et des trois territoires de l'Union (Delhi, Goa et Pondichéry), et de l'autre côté, de ce que Jean Joseph Boillot [2006] qualifie de « bande centrale aveugle » des petits Etats périphériques, mais qui constituent néanmoins les poids

lourds démographiques de l'Inde. Il s'agit des fameux Etats BIMARU (Bihar, Madhya Pradesh, Rajasthan et Uttar Pradesh) auquel nous rajoutons le Maharashtra, soit à eux seuls les autres 50% de la population. Chellaiah et Shanmugam [2007] projettent ainsi que l'écart de revenus moyens entre les Etats les plus riches et les Etats les plus pauvres, aujourd'hui dans un rapport de un à deux, seront d'ici dix ans, dans un rapport de un à quatre.

Selon les projections de la Banque Mondiale [2006], la pauvreté pourrait diminuer en Inde de moitié en 15 ans avec un taux de croissance de 10%. D'après Dany Rodrik et Arvind Subramaniam [2004] la croissance de l'Inde pourrait atteindre 7%-8% en moyenne sur la prochaine décennie. Remarquons d'ores et déjà que les chiffres récents (soit 7.5% en 2004-05, 8.1% en 2005-06 et 9.4% en 2006-2007, 9.6% en 2007-2008, 7.5% pour 2008-2009), nous permettent de penser que ces prévisions seront sans doute dépassées malgré la crise. Même si on retient une hypothèse basse de 7%²⁵, c'est-à-dire si la croissance évoluerait à un rythme inférieur à celle projetée par la Banque Mondiale, ce qui est fort probable compte tenu de la crise financière mondiale de 2007-2008, la pauvreté diminuera substantiellement pour atteindre le même résultat avec deux ou trois ans de plus.

²⁵ Selon Jean Joseph Boillot [2007], le scénario « Pahale India » (P, pour *Poverty reduction*, A, pour *Agriculture et rural development*, H, pour *Health Care*, A, pour *Acces to Education*, et L, pour *Leapfrogging* ou dépassement des contraintes d'infrastructure, et enfin E, pour *Efficacy of Governance*) ou celui de *L'Inde d'abord* l'emporterait sur les deux autres scénarios envisagés par le World Economic Forum. Il concilierait l'insertion plus grande du pays dans l'économie mondiale et une croissance de type incluyente (pour *Inclusive Growth*). La croissance actuelle resterait assez forte malgré une demande internationale faible, l'ouverture profitant surtout à la croissance du marché intérieur. Voir les deux autres scénarios imaginés par le World Economic Forum dans J.J. Boillot [2007] *L'Inde ou l'économie de Shiva* (l'économie politique, n°35, juillet 2007, p78)

Bibliographie

ACHARYA Meena, GHIMIRE Puspa, *Gender indicators of equity, inclusion and poverty reduction – measuring programme / projet effectiveness*, Economic and political weekly, 29 octobre 2005

AHLUWALIA Montek Singh, *Rural poverty and agricultural performance in India*, Journal of Development Studies, Vol 14, N°3, p298-323, 1978

AHLUWALIA Montek Singh, *Rural poverty and agricultural performance in India: A re-examination*, in J.W Mellor and G M Desai (ed), *Agricultural Change and Rural Poverty : variation on the them by Dhama Narain*, Oxford University Press, Delhi, 1986

BANERJEE Abhijit et PIKETTY Thomas, *Top Indian incomes 1922 - 2000*, Public policy and economic history initiative, Discussion paper series n° 4632 in Centre for Economic Policy Research (CEPR), septembre 2004.

BOILLOT Jean-Joseph, *L'Inde ou l'économie Shiva*, in L'économie politique, n°35, juillet 2007

CARTIONA Purfield [2006], *Mind the Gap, Is Economic Growth in India Leaving Some States Behind?*, Working paper, WP/06/103, avril

CHELLIAH Raja J, SHANMUGAM K R, *Strategy for Poverty Reduction and Narrowing Regional Disparities*, Economic and political weekly, Vol 42 No. 34 August 25 - August 31, 2007

DATT Gaurav et RAVALLION Martin, *Is India's Economic growth leaving the poor behind ?*, mimeo, World Bank, Washington, 2002

DEATON Angus, *Adjusted Indian Poverty Estimates for 1999-2000*, Princeton Research Programme in Development Studies, www.princeton.edu, 2001a

DEATON Angus, *Comparable price and poverty rates in India, 1999-2000*, Princeton Research Programme in Development Studies, www.princeton.edu, 2001b

DEATON Angus, DREZE Jean, *Poverty and inequality in India – a re-examination*, Economic and political weekly special articles, 7 septembre 2002

DEATON Angus et TAROZZI Alessandro, *Prices and Poverty in India*, Princeton Research Programme in Development Studies, www.princeton.edu, 2000

DESTREMEAU B , in POULIN Richard et SALAMA Pierre, *L'insoutenable misère du monde – économie et sociologie de la pauvreté*, Vents d'Ouest, Canada, 1998.

GOSH M., *Economic Growth and Human Development in Indian States*, EPW, 2006

GOVERNMENT OF INDIA, Economic Survey, Various Issues. <http://indiabudget.nic.in/>

GOVERNMENT OF INDIA, National Sample Survey Organisation, <http://mospi.nic.in>

HIMANSHU, *Recent trends in poverty and inequality : some preliminary results*, Economic and political weekly special articles, 10 février 2007

JOHN Rijo M., MUTATKAR Rohit, *Statewise estimates of poverty among religious groups in India*, Economic and political weekly special articles, 26 mars 2005

KUNDU Amitabh et SARANGI Niranjana, *Issue of Urban Exclusion* , Economic and Political Weekly vol 40 No. 33 August 13 - August 19, 2005

MADHUSOODANAN PILLAI P., Women literacy and development in Kerala : the experience and challenges, <http://www.literacyonline.org/>

MAHENDRA DEV S., *Calorie norms and poverty*, Economic and political weekly, 19 février 2005, pp. 789 - 792

MAHENDRA DEV S., *Social Development in India*, Economic and political weekly, VOL 41 No. 37 September 16 - September 22, 2006

MAHENDRA DEV S., RAVI C., *Poverty and inequality : all India and States, 1983 -2005*, Economic and political weekly, 10 février 2007, pp. 509 – 521

MRUTHYUNJAYA Kumar et DEY, *Long Term Changes in Indian Food Basket and Nutrition*, Economic and Political Weekly, Special Article, Vol 42 No. 35 September 01 - September 07, 2007

PNUD, Rapport mondial sur le développement Humain [2008]

RODRIK Dany et SUBRAMANIAN Arvind *From Hindu Growth to Productivity Surge: The Mystery of the Indian Growth Transition*, February 2004. "ksghome.harvard.edu »

SALAMA Pierre, *Le défi des inégalités – Amérique latine / Asie : une comparaison économique*, La Découverte, Paris, 2006

SALAMA Pierre, *L'insoutenable misère du monde*. Vents d'ouest, collection alternative, 1998

SEN Amartya, *Ethique et économie*, Quadrige PUF, Paris, 1987, 305 p.

SEN Amartya, *Rationalité et liberté en économie*, Odile Jacob, Paris, 2005, 559 p.

SEN Abhijit *Estimates of consumer expenditures and its distribution: statistical priorities after NSS 55th Round*, Economic and Political Weekly, Decembre 16-22, 2000

SEN Abhijit, HIMANSHU, *Poverty and inequality in India I*, Economic and political weekly special articles, 18 septembre 2004a, aapp. 4247 - 4263

SEN Abhijit, HIMANSHU, *Poverty and inequality in India II – widening disparities during the 1190s*, Economic and political weekly, 25 septembre 2004b, pp. 4361 - 4375

SEN Abhijit, HIMANSHU, *Poverty and inequality in India II – widening disparities during the 1190s*, Economic and political weekly, 25 septembre 2004, pp. 4361 - 4375

SEETHANEN Satchidanand, *Le rôle de l'Etat dans l'économie en Inde. Entre libéralisation et réforme des entreprises publiques* - Mondes en Développement Vol. 36-2008/1-n°141, pp. 57 - 68

SEETHANEN Satchidanand, *Les effets de la libéralisation économique en Inde. Enjeux Bilan et perspectives des privatisations dans le processus de réforme. Vers une réarticulation du rôle de l'Etat dans le développement* - Thèse de doctorat conduite sous la direction de Pierre Salama, Université Paris nord, Décembre 2007, 357p.

SUNDARAM K., TENDULKAR D.S., *The poor in the Indian labour force_ scenario in the 1990s*, Economic and Political Weekly, 27 novembre 2004, pp. 5125 - 5132

TAROZZI Alessandro, *Estimating comparable poverty counts from incomparable surveys: measuring poverty in India*, www.wws.princeton.edu, 2002

Annexes

ANNEXE 1 - LE COEFFICIENT DE GINI

– INDICATEUR D'INEGALITE

Le coefficient de Gini peut être représenté par un diagramme de la courbe de Lorenz (voir graphique ci-dessous). Si l'aire de la zone entre la diagonale d'égalité parfaite (en pointillés) et la courbe de Lorenz (en gras) est A, et l'aire de la zone à l'extérieur de la courbe de Lorenz est B, alors le coefficient de Gini est $A/(A+B)$.

En pratique, on ne dispose pas du revenu de chaque habitant, mais de « tranches » de la population. Pour n tranches, le coefficient s'obtient par la formule de Brown :

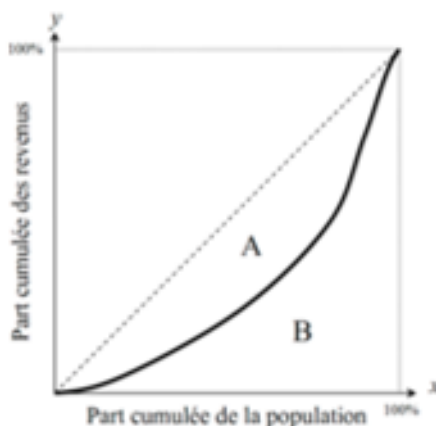
$$G = 1 - \sum_{k=0}^{k=n-1} (X_{k+1} - X_k)(Y_{k+1} + Y_k)$$

où X est la part cumulée de la population, et Y la part cumulée du revenu.

Graphiquement, c'est la superficie de la zone entre la droite d'égalité parfaite et la courbe de la situation réelle. Plus l'aire est grande, plus le pourcentage est élevé et donc plus les inégalités sont importantes.

Remarque : en fait le coefficient de Gini est toujours strictement inférieur à 1, la courbe de Lorenz ne pouvant être l'union des deux segments $[(0,0);(1,0)]$ et $[(1,0);(1,1)]$.

Diagramme de la courbe de Lorenz



ANNEXE 2 - DISTRIBUTION ENTRE POPULATION RURALE ET URBAINE DE 16 ETATS INDIENS

	Rural			Urbain			Etats		
	1983	1993-94	2004-05	1983	1993-94	2004-05	1983	1993-94	2004-05
Andhra Pradesh	0,76	0,73	0,73	0,24	0,27	0,28	1,00	1,00	1,01
Assam	0,90	0,88	0,86	0,10	0,12	0,14	1,00	1,00	1,00
Bihar	0,87	0,87	0,87	0,12	0,13	0,13	1,00	1,00	1,00
Gujarat	0,68	0,65	0,61	0,32	0,35	0,39	1,00	1,00	1,00
Haryana	0,78	0,74	0,69	0,22	0,26	0,31	1,00	1,00	1,00
Himachal Pradesh	0,93	0,91	0,89	0,08	0,09	0,12	1,01	1,00	1,01
Karnataka	0,71	0,68	0,65	0,29	0,32	0,35	1,00	1,00	1,00
Kerala	0,78	0,74	0,74	0,20	0,26	0,26	0,97	1,00	1,00
Madhya Pradesh	0,79	0,76	0,74	0,21	0,24	0,26	1,00	1,00	1,00
Maharashtra	0,64	0,60	0,57	-	0,40	0,44	-	1,00	1,01
Orissa	0,88	0,86	0,84	0,12	0,15	0,16	1,00	1,01	1,00
Punjab	0,72	0,69	0,64	0,28	0,31	0,36	1,00	1,00	1,00
Rajasthan	0,79	0,77	0,76	0,21	0,23	0,24	1,00	1,00	1,00
Tamil Nadu	0,67	0,63	0,52	0,33	0,37	0,48	1,00	1,00	1,00
Uttar Pradesh	0,82	0,80	0,78	0,18	0,20	0,22	1,00	1,00	1,00
West Bengal	0,73	0,72	0,72	0,26	0,28	0,28	1,00	1,00	1,00
All India	0,76	0,74	0,71	0,24	0,26	0,29	1,00	1,00	1,00

Source : National Sample Survey 43^{ème}, 50^{ème} et 61^{ème} round of Consumer Expenditure Survey, calculs de l'auteur

ANNEXE 3 - LES INDICATEURS DE PAUVRETE ET D'INEGALITES

H0, H1, H2, FGT, coefficient de Gini - Valeurs observées pour un échantillon de 16 états majoritaires et l'Inde entière, la variation des indicateurs sur le total des deux périodes et sur la période totale, puis leurs variations en moyenne annuelle par période. Source : National Sample Survey 43^{ème}, 50^{ème} et 61^{ème} round of Consumer Expenditure Survey, calculs de l'auteur, Mahendra Dev [2007] Himanshu [2007]

H0: POPULATION VIVANT SOUS LE LIGNE DE PAUVRETE

	Rural			Urbain			Etats		
	1983	1993-94	2004-05	1983	1993-94	2004-05	1983	1993-94	2004-05
Andhra Pradesh	27,3	16,6	10,9	37,5	37,6	24,5	29,8	22,3	14,8
Assam	41,9	44,4	23,1	23,1	10,2	3,8	40,0	40,5	20,5
Bihar	64,9	57,2	43,1	47,5	36,5	31,7	62,7	54,5	41,5
Gujarat	27,9	22,4	19,8	38,0	29,4	12,0	31,1	24,9	16,8
Haryana	21,8	26,6	13,4	25,5	17,5	15,1	22,6	24,3	13,9
Himachal Pradesh	17,8	29,3	12,5	16,0	8,3	3,9	17,6	27,4	11,6
Karnataka	37,5	30,2	23,7	42,9	39,7	33,4	39,1	33,3	27,2
Kerala	38,5	26,5	12,3	45,1	25,5	20,9	38,8	26,2	14,5
Madhya Pradesh	48,2	40,4	38,2	53,1	48,3	34,4	49,2	42,3	37,2
Maharashtra	45,0	37,7	30,4	36,7	34,7	29,4	43,1	36,5	30,0
Orissa	67,5	50,1	47,8	49,2	41,0	43,3	65,3	48,9	47,1
Punjab	14,3	13,7	9,6	23,5	11,8	5,6	16,9	13,1	8,1
Rajasthan	37,7	26,9	18,9	38,8	31,6	29,8	38,0	28,0	21,5
Tamil Nadu	56,2	33,0	23,0	47,9	38,9	34,1	53,5	35,2	28,3
Uttar Pradesh	46,4	42,3	34,1	49,5	36,2	30,3	46,9	41,1	33,3
West Bengal	61,6	37,4	28,5	31,5	23,2	18,5	53,6	33,5	25,7
All India	45,8	37,3	29,2	42,3	32,6	26,0	44,9	36,0	28,3

VARIATION DE H0

	Rural			Urbain			Etats		
	1983-94	1994-05	1983-05	1983-94	1994-05	1983-05	1983-94	1994-05	1983-05
Andhra Pradesh	-10,7	-5,8	-16,5	0,1	-13,1	-13,0	-7,5	-7,5	-15,0
Assam	2,5	-21,4	-18,9	-12,9	-6,4	-19,2	0,4	-20,0	-19,6
Bihar	-7,7	-14,2	-21,8	-11,0	-4,9	-15,8	-8,2	-13,0	-21,2
Gujarat	-5,5	-2,7	-8,2	-8,6	-17,5	-26,0	-6,2	-8,2	-14,4
Haryana	4,9	-13,2	-8,4	-7,9	-2,5	-10,4	1,7	-10,3	-8,7
Himachal Pradesh	11,5	-16,8	-5,3	-7,8	-4,4	-12,1	9,7	-15,8	-6,0
Karnataka	-7,3	-6,5	-13,8	-3,2	-6,3	-9,5	-5,8	-6,1	-11,9
Kerala	-12,0	-14,2	-26,2	-19,7	-4,6	-24,3	-12,6	-11,7	-24,3
Madhya Pradesh	-7,8	-2,3	-10,0	-4,8	-13,9	-18,7	-6,9	-5,1	-12,0
Maharashtra	-7,4	-7,3	-14,7	-2,0	-5,3	-7,3	-6,6	-6,6	-13,2
Orissa	-17,4	-2,4	-19,8	-8,2	2,3	-5,8	-16,5	-1,8	-18,3
Punjab	-0,6	-4,2	-4,8	-11,7	-6,3	-18,0	-3,7	-5,0	-8,8
Rajasthan	-10,8	-8,0	-18,8	-7,3	-1,7	-9,0	-10,0	-6,5	-16,5
Tamil Nadu	-23,2	-10,0	-33,3	-9,0	-4,9	-13,9	-18,3	-6,9	-25,2
Uttar Pradesh	-4,1	-8,3	-12,3	-13,3	-5,9	-19,2	-5,9	-7,8	-13,7
West Bengal	-24,2	-8,9	-33,1	-8,3	-4,7	-13,0	-20,2	-7,8	-27,9
All India	-8,5	-8,1	-16,6	-9,7	-6,5	-16,3	-8,9	-7,8	-16,7

VARIATION MOYENNE ANNUELLE PAR PERIODE DE H0

	Rural			Urbain			Etats		
	1983-94	1994-05	1983-05	1983-94	1994-05	1983-05	1983-94	1994-05	1983-05
Andhra Pradesh	-0,97	-0,53	-0,75	0,0	-1,2	-0,59	-0,7	-0,7	-0,7
Assam	0,23	-1,94	-0,86	-1,2	-0,6	-0,9	0,0	-1,8	-0,9
Bihar	-0,70	-1,29	-0,99	-1,0	-0,4	-0,7	-0,7	-1,2	-1,0
Gujarat	-0,50	-0,24	-0,37	-0,8	-1,6	-1,2	-0,6	-0,7	-0,7
Haryana	0,44	-1,20	-0,38	-0,7	-0,2	-0,5	0,2	-0,9	-0,4
Himachal Pradesh	1,05	-1,52	-0,24	-0,7	-0,4	-0,6	0,9	-1,4	-0,3
Karnataka	-0,66	-0,59	-0,63	-0,3	-0,6	-0,4	-0,5	-0,6	-0,5
Kerala	-1,09	-1,29	-1,19	-1,8	-0,4	-1,1	-1,1	-1,1	-1,1
Madhya Pradesh	-0,71	-0,21	-0,46	-0,4	-1,3	-0,8	-0,6	-0,5	-0,5
Maharashtra	-0,67	-0,66	-0,67	-0,2	-0,5	-0,3	-0,6	-0,6	-0,6
Orissa	-1,58	-0,21	-0,90	-0,7	0,2	-0,3	-1,5	-0,2	-0,8
Punjab	-0,05	-0,38	-0,22	-1,1	-0,6	-0,8	-0,3	-0,5	-0,4
Rajasthan	-0,98	-0,73	-0,86	-0,7	-0,2	-0,4	-0,9	-0,6	-0,7
Tamil Nadu	-2,11	-0,91	-1,51	-0,8	-0,4	-0,6	-1,7	-0,6	-1,1
Uttar Pradesh	-0,37	-0,75	-0,56	-1,2	-0,5	-0,9	-0,5	-0,7	-0,6
West Bengal	-2,20	-0,81	-1,50	-0,8	-0,4	-0,6	-1,8	-0,7	-1,3
All India	-0,78	-0,73	-0,76	-0,88	-0,59	-0,74	-0,81	-0,70	-0,76

H1 : PROFONDEUR DE LA LIGNE DE PAUVRETE

	Rural			Urbain			All		
	1983	1993-94	2004-05	1983	1993-94	2004-05	1983	1993-94	2004-05
Andhra Pradesh	5,9	2,9	2,0	10,9	9,3	6,1	7,1	4,6	3,2
Assam	8,8	8,3	3,5	5,6	0,9	0,5	8,4	7,4	3,1
Bihar	19,5	14,2	8,3	18,5	9,7	9,3	19,4	13,6	8,4
Gujarat	5,6	4,1	3,4	9,7	6,2	2,5	6,9	4,8	3,1
Haryana	4,3	5,6	2,2	5,8	3,0	3,2	4,6	4,9	2,5
Himachal Pradesh	3,6	5,6	1,5	2,8	1,2	1,0	3,6	5,2	1,5
Karnataka	9,7	6,3	2,7	13,3	11,4	8,9	10,8	7,9	4,9
Kerala	10,0	5,6	2,8	14,7	5,5	4,7	10,7	5,6	3,3
Madhya Pradesh	14,0	9,8	7,8	16,1	13,9	12,4	14,4	10,8	9,0
Maharashtra	12,0	9,3	6,4	12,1	10,2	9,2	-	9,7	7,7
Orissa	22,7	12,0	12,1	16,7	11,4	14,1	22,0	12,0	12,4
Punjab	3,0	1,9	1,3	5,9	1,7	0,6	3,8	1,8	1,0
Rajasthan	9,7	5,2	2,9	11,5	7,0	6,2	10,0	5,6	3,7
Tamil Nadu	17,4	7,3	3,7	15,4	10,2	5,3	16,7	8,4	4,5
Uttar Pradesh	12,7	10,6	6,7	15,1	9,3	7,2	13,1	10,3	6,8
West Bengal	21,1	8,3	5,4	8,5	4,5	2,6	17,7	7,2	4,6
All India	12,4	8,5	5,8	11,4	8,0	6,2	12,1	8,4	5,9

VARIATION PAR PERIODE DE H1

	Rural			Urbain			Etats		
	1983-94	1994-05	1983-05	1983-94	1994-05	1983-05	1983-94	1994-05	1983-05
Andhra Pradesh	-3,0	-0,9	-3,9	-1,6	-3,2	-4,8	-2,4	-1,5	-3,9
Assam	-0,4	-4,8	-5,3	-4,7	-0,4	-5,1	-1,0	-4,3	-5,3
Bihar	-5,3	-5,9	-11,2	-8,8	-0,4	-9,2	-5,8	-5,2	-11,0
Gujarat	-1,5	-0,7	-2,2	-3,5	-3,7	-7,2	-2,1	-1,8	-3,9
Haryana	1,3	-3,4	-2,1	-2,8	0,2	-2,6	0,3	-2,4	-2,1
Himachal Pradesh	2,0	-4,1	-2,1	-1,6	-0,2	-1,8	1,7	-3,8	-2,1
Karnataka	-3,4	-3,6	-7,0	-1,9	-2,5	-4,4	-2,8	-3,0	-5,9
Kerala	-4,4	-2,8	-7,2	-9,2	-0,8	-10,0	-5,1	-2,3	-7,4
Madhya Pradesh	-4,2	-2,0	-6,2	-2,2	-1,5	-3,7	-3,6	-1,8	-5,4
Maharashtra	-2,7	-2,9	-5,6	-1,9	-1,0	-2,9	-	-2,0	-
Orissa	-10,7	0,1	-10,6	-5,3	2,7	-2,6	-10,0	0,4	-9,6
Punjab	-1,1	-0,6	-1,7	-4,2	-1,1	-5,3	-2,0	-0,8	-2,8
Rajasthan	-4,5	-2,3	-6,8	-4,5	-0,8	-5,3	-4,4	-1,9	-6,4
Tamil Nadu	-10,1	-3,6	-13,7	-5,2	-4,9	-10,1	-8,3	-3,9	-12,3
Uttar Pradesh	-2,1	-3,9	-6,0	-5,8	-2,1	-7,9	-2,8	-3,5	-6,3
West Bengal	-12,8	-2,9	-15,7	-4,0	-1,9	-5,9	-10,5	-2,6	-13,1
All India	-3,9	-2,7	-6,6	-3,4	-1,8	-5,2	-3,8	-2,5	-6,2

VARIATION DE H1 EN MOYENNE ANNUELLE

	Rural			Urbain			Etats		
	1983-94	1994-05	1983-05	1983-94	1994-05	1983-05	1983-94	1994-05	1983-05
Andhra Pradesh	-0,27	-0,08	-0,18	-0,1	-0,3	-0,22	-0,2	-0,1	-0,2
Assam	-0,04	-0,44	-0,24	-0,4	0,0	-0,2	-0,1	-0,4	-0,2
Bihar	-0,49	-0,54	-0,51	-0,8	0,0	-0,4	-0,5	-0,5	-0,5
Gujarat	-0,14	-0,06	-0,10	-0,3	-0,3	-0,3	-0,2	-0,2	-0,2
Haryana	0,12	-0,31	-0,09	-0,3	0,0	-0,1	0,0	-0,2	-0,1
Himachal Pradesh	0,18	-0,37	-0,09	-0,1	0,0	-0,1	0,2	-0,3	-0,1
Karnataka	-0,31	-0,33	-0,32	-0,2	-0,2	-0,2	-0,3	-0,3	-0,3
Kerala	-0,40	-0,25	-0,33	-0,8	-0,1	-0,5	-0,5	-0,2	-0,3
Madhya Pradesh	-0,38	-0,18	-0,28	-0,2	-0,1	-0,2	-0,3	-0,2	-0,2
Maharashtra	-0,24	-0,26	-0,25	-0,2	-0,1	-0,1	-	-0,2	-
Orissa	-0,97	0,01	-0,48	-0,5	0,2	-0,1	-0,9	0,0	-0,4
Punjab	-0,10	-0,05	-0,08	-0,4	-0,1	-0,2	-0,2	-0,1	-0,1
Rajasthan	-0,40	-0,21	-0,31	-0,4	-0,1	-0,2	-0,4	-0,2	-0,3
Tamil Nadu	-0,92	-0,33	-0,62	-0,5	-0,4	-0,5	-0,8	-0,4	-0,6
Uttar Pradesh	-0,19	-0,35	-0,27	-0,5	-0,2	-0,4	-0,3	-0,3	-0,3
West Bengal	-1,16	-0,26	-0,71	-0,4	-0,2	-0,3	-1,0	-0,2	-0,6
All India	-0,35	-0,25	-0,30	-0,31	-0,16	-0,24	-0,34	-0,22	-0,28

H2 OU FGT : DISPERSION SOUS LA LIGNE DE PAUVRETE

	Rural			Urbain			All		
	1983	1993-94	2004-05	1983	1993-94	2004-05	1983	1993-94	2004-05
Andhra Pradesh	2,0	0,9	0,7	4,1	3,2	1,9	2,5	1,5	1,0
Assam	2,6	2,2	0,9	1,7	0,2	0,1	2,5	2,0	0,8
Bihar	7,9	4,9	2,3	7,1	3,4	3,0	7,8	4,7	2,4
Gujarat	1,7	1,2	0,9	3,6	2,0	0,7	2,3	1,5	0,8
Haryana	1,4	1,8	0,6	1,9	0,9	1,0	1,5	1,5	0,7
Himachal Pradesh	1,2	1,6	0,4	1,1	0,3	0,3	1,2	1,5	0,3
Karnataka	3,7	2,0	0,6	5,5	4,4	3,1	4,2	2,8	1,5
Kerala	3,6	1,9	1,0	6,2	1,9	1,6	4,0	1,9	1,1
Madhya Pradesh	5,5	3,6	2,3	6,2	5,3	4,8	5,7	4,0	3,0
Maharashtra	4,3	3,4	2,0	4,9	4,2	3,5	-	3,7	2,7
Orissa	10,2	4,1	4,2	7,1	4,3	5,8	9,8	4,1	4,5
Punjab	1,1	0,5	0,3	2,3	0,4	0,1	1,4	0,5	0,2
Rajasthan	3,8	1,6	0,7	4,7	2,2	1,9	4,0	1,7	1,0
Tamil Nadu	7,5	2,5	1,0	6,3	3,9	1,6	7,1	3,0	1,3
Uttar Pradesh	4,7	3,6	1,9	5,9	3,4	2,3	4,9	3,6	2,0
West Bengal	9,5	2,5	1,4	3,2	1,4	0,6	7,8	2,2	1,2
All India	4,9	2,8	1,8	4,4	2,9	2,0	4,8	2,9	1,8

VARIATION DE FGT PAR PERIODE

	Rural			Urbain			Etats		
	1983-94	1994-05	1983-05	1983-94	1994-05	1983-05	1983-94	1994-05	1983-05
Andhra Pradesh	-1,1	-0,2	-1,4	-0,9	-1,3	-2,2	-1,0	-0,5	-1,5
Assam	-0,4	-1,3	-1,7	-1,5	-0,1	-1,6	-0,6	-1,2	-1,7
Bihar	-3,0	-2,6	-5,6	-3,7	-0,4	-4,1	-3,1	-2,3	-5,4
Gujarat	-0,5	-0,3	-0,8	-1,6	-1,3	-2,9	-0,8	-0,6	-1,5
Haryana	0,4	-1,1	-0,8	-1,0	0,1	-0,9	0,0	-0,8	-0,8
Himachal Pradesh	0,5	-1,3	-0,8	-0,8	0,0	-0,8	0,3	-1,2	-0,8
Karnataka	-1,7	-1,4	-3,1	-1,1	-1,3	-2,4	-1,4	-1,3	-2,7
Kerala	-1,8	-0,9	-2,6	-4,3	-0,3	-4,6	-2,2	-0,7	-2,9
Madhya Pradesh	-2,0	-1,3	-3,2	-0,9	-0,5	-1,4	-1,7	-1,0	-2,7
Maharashtra	-1,0	-1,4	-2,3	-0,7	-0,7	-1,4	-	-1,0	-
Orissa	-6,1	0,2	-5,9	-2,8	1,5	-1,3	-5,7	0,4	-5,3
Punjab	-0,6	-0,2	-0,8	-1,9	-0,3	-2,2	-1,0	-0,3	-1,2
Rajasthan	-2,3	-0,8	-3,1	-2,5	-0,3	-2,8	-2,3	-0,7	-3,0
Tamil Nadu	-5,0	-1,5	-6,6	-2,4	-2,3	-4,7	-4,1	-1,8	-5,8
Uttar Pradesh	-1,1	-1,7	-2,8	-2,5	-1,1	-3,6	-1,3	-1,6	-2,9
West Bengal	-7,0	-1,0	-8,0	-1,8	-0,8	-2,6	-5,6	-1,0	-6,6
All India	-2,0	-1,1	-3,1	-1,5	-0,9	-2,4	-1,9	-1,0	-2,9

VARIATION EN MOYENNE ANNUELLE DE H2 OU FGT

	Rural			Urbain			Etats		
	1983-94	1994-05	1983-05	1983-94	1994-05	1983-05	1983-94	1994-05	1983-05
Andhra Pradesh	-0,10	-0,02	-0,06	-0,08	-0,12	-0,10	-0,09	-0,04	-0,07
Assam	-0,04	-0,12	-0,08	-0,14	-0,01	-0,07	-0,05	-0,11	-0,08
Bihar	-0,27	-0,24	-0,25	-0,34	-0,04	-0,19	-0,28	-0,21	-0,24
Gujarat	-0,05	-0,02	-0,04	-0,15	-0,12	-0,13	-0,08	-0,06	-0,07
Haryana	0,03	-0,10	-0,03	-0,09	0,01	-0,04	0,00	-0,07	-0,03
Himachal Pradesh	0,04	-0,12	-0,04	-0,07	0,00	-0,04	0,03	-0,11	-0,04
Karnataka	-0,15	-0,13	-0,14	-0,10	-0,12	-0,11	-0,13	-0,12	-0,12
Kerala	-0,16	-0,08	-0,12	-0,39	-0,03	-0,21	-0,20	-0,07	-0,13
Madhya Pradesh	-0,18	-0,12	-0,15	-0,08	-0,05	-0,06	-0,15	-0,09	-0,12
Maharashtra	-0,09	-0,12	-0,11	-0,06	-0,06	-0,06	-	-0,09	-
Orissa	-0,55	0,02	-0,27	-0,25	0,14	-0,06	-0,52	0,03	-0,24
Punjab	-0,05	-0,02	-0,04	-0,17	-0,03	-0,10	-0,09	-0,02	-0,05
Rajasthan	-0,20	-0,08	-0,14	-0,23	-0,03	-0,13	-0,21	-0,06	-0,14
Tamil Nadu	-0,46	-0,14	-0,30	-0,22	-0,21	-0,21	-0,37	-0,16	-0,27
Uttar Pradesh	-0,10	-0,16	-0,13	-0,23	-0,10	-0,16	-0,12	-0,14	-0,13
West Bengal	-0,64	-0,09	-0,37	-0,16	-0,07	-0,12	-0,51	-0,09	-0,30
All India	-0,18	-0,10	-0,14	-0,14	-0,08	-0,11	-0,17	-0,09	-0,13

INDEX DE GINI : COEFFICIENT D'INEGALITE

	Rural			Urbain			All		
	1983	1993-94	2004-05	1983	1993-94	2004-05	1983	1993-94	2004-05
Andhra Pradesh	29,7	29	29,4	33,2	32,3	37,6	30,6	29,9	32,0
Assam	20	17,9	19,9	26,1	29,0	32,1	20,6	19,2	21,6
Bihar	25,9	22,2	20,7	28,5	28,2	33,3	26,2	23,0	22,4
Gujarat	26,8	24	27,3	28,5	29,1	31,0	27,4	25,8	28,7
Haryana	28,5	31,4	34	34,8	27,4	36,5	29,9	30,4	34,8
Himachal Pradesh	-	28,4	31,1	35,8	46,2	32,6	-	30,0	31,6
Karnataka	30,8	27	26,5	34,2	31,9	36,8	31,8	28,6	30,1
Kerala	32	30,1	38,3	38,9	34,3	41,0	32,6	31,2	39,0
Madhya Pradesh	31,5	30	26,8	29,8	33,6	39,7	31,1	30,9	30,1
Maharashtra	29,1	30,7	31,2	34,6	35,7	37,8	-	32,7	34,4
Orissa	27	24,6	28,5	29,0	30,7	35,4	27,2	25,7	29,6
Punjab	29,2	28,1	29,5	33,9	28,1	40,3	30,6	28,2	33,4
Rajasthan	34,7	26,5	25,1	33,9	29,3	37,2	34,5	27,2	28,0
Tamil Nadu	36,7	31,2	32,2	35,1	34,8	36,1	36,2	32,6	34,1
Uttar Pradesh	28,9	28,3	29	31,5	32,6	36,9	29,4	29,2	30,7
West Bengal	30	25,4	27,4	33,5	33,9	38,3	30,9	27,8	30,5
All India	30,8	28,6	30,5	34,1	34,3	37,5	31,6	30,1	32,5

VARIATION DU COEFFICIENT DE GINI PAR PERIODE

	Rural			Urbain			Etats		
	1983-94	1994-05	1983-05	1983-94	1994-05	1983-05	1983-94	1994-05	1983-05
Andhra Pradesh	-0,70	0,40	-0,30	-0,90	5,30	4,40	-0,67	2,11	1,44
Assam	-2,10	2,00	-0,10	2,90	3,10	6,00	-1,42	2,41	0,99
Bihar	-3,70	-1,50	-5,20	-0,30	5,10	4,80	-3,23	-0,60	-3,82
Gujarat	-2,80	3,30	0,50	0,60	1,90	2,50	-1,55	2,92	1,37
Haryana	2,90	2,60	5,50	-7,40	9,10	1,70	0,46	4,41	4,87
Himachal Pradesh	-	2,70	-	10,40	-13,60	-3,20	-	1,56	-
Karnataka	-3,80	-0,50	-4,30	-2,30	4,90	2,60	-3,23	1,58	-1,65
Kerala	-1,90	8,20	6,30	-4,60	6,70	2,10	-1,40	7,81	6,42
Madhya Pradesh	-1,50	-3,20	-4,70	3,80	6,10	9,90	-0,29	-0,73	-1,03
Maharashtra	1,60	0,50	2,10	1,10	2,10	3,20	-	1,74	-
Orissa	-2,40	3,90	1,50	1,70	4,70	6,40	-1,59	3,92	2,33
Punjab	-1,10	1,40	0,30	-5,80	12,20	6,40	-2,41	5,21	2,80
Rajasthan	-8,20	-1,40	-9,60	-4,60	7,90	3,30	-7,37	0,79	-6,58
Tamil Nadu	-5,50	1,00	-4,50	-0,30	1,30	1,00	-3,61	1,54	-2,07
Uttar Pradesh	-0,60	0,70	0,10	1,10	4,30	5,40	-0,20	1,53	1,34
West Bengal	-4,60	2,00	-2,60	0,40	4,40	4,80	-3,16	2,73	-0,43
All India	-2,25	1,90	-0,35	0,25	3,20	3,45	-1,49	2,40	0,91

VARIATION EN MOYENNE ANNUELLE DU COEFFICIENT DE GINI

	Rural			Urbain			Etats		
	1983-94	1994-05	1983-05	1983-94	1994-05	1983-05	1983-94	1994-05	1983-05
Andhra Pradesh	-0,06	0,04	-0,01	-0,08	0,48	0,20	-0,06	0,19	0,07
Assam	-0,19	0,18	0,00	0,26	0,28	0,27	-0,13	0,22	0,04
Bihar	-0,34	-0,14	-0,24	-0,03	0,46	0,22	-0,29	-0,05	-0,17
Gujarat	-0,25	0,30	0,02	0,05	0,17	0,11	-0,14	0,27	0,06
Haryana	0,26	0,24	0,25	-0,67	0,83	0,08	0,04	0,40	0,22
Himachal Pradesh	-	0,25	-	0,95	-1,24	-0,15	-	0,14	-
Karnataka	-0,35	-0,05	-0,20	-0,21	0,45	0,12	-0,29	0,14	-0,08
Kerala	-0,17	0,75	0,29	-0,42	0,61	0,10	-0,13	0,71	0,29
Madhya Pradesh	-0,14	-0,29	-0,21	0,35	0,55	0,45	-0,03	-0,07	-0,05
Maharashtra	0,15	0,05	0,10	0,10	0,19	0,15	-	0,16	-
Orissa	-0,22	0,35	0,07	0,15	0,43	0,29	-0,14	0,36	0,11
Punjab	-0,10	0,13	0,01	-0,53	1,11	0,29	-0,22	0,47	0,13
Rajasthan	-0,75	-0,13	-0,44	-0,42	0,72	0,15	-0,67	0,07	-0,30
Tamil Nadu	-0,50	0,09	-0,20	-0,03	0,12	0,05	-0,33	0,14	-0,09
Uttar Pradesh	-0,05	0,06	0,00	0,10	0,39	0,25	-0,02	0,14	0,06
West Bengal	-0,42	0,18	-0,12	0,04	0,40	0,22	-0,29	0,25	-0,02
All India	-0,20	0,17	-0,02	0,02	0,29	0,16	-0,14	0,22	0,04

**EVOLUTION DE LA DISTRIBUTION ENTRE POPULATION RURALE ET URBAINE ENTRE 1983
ET 2004-05 (EN POURCENTAGE)**

	Milieu Rural			Milieu Urbain		
	1983	1993-94	2004-05	1983	1993-94	2004-05
Andhra Pradesh	76,1%	73,0%	72,9%	24,0%	27,0%	28,1%
Assam	90,0%	88,4%	86,5%	10,0%	11,6%	13,7%
Bihar	87,5%	86,8%	86,6%	12,5%	13,2%	13,5%
Gujarat	68,3%	64,6%	61,4%	31,7%	35,4%	38,6%
Haryana	77,7%	74,0%	68,9%	22,2%	25,9%	31,1%
Himachal Pradesh	92,9%	91,3%	89,2%	8,4%	8,9%	11,8%
Karnataka	70,8%	68,1%	64,7%	29,2%	31,9%	35,3%
Kerala	77,7%	73,7%	74,2%	19,8%	26,2%	25,8%
Madhya Pradesh	79,3%	76,3%	74,2%	20,7%	23,8%	25,8%
Maharashtra	64,4%	60,1%	56,5%	-	39,9%	44,4%
Orissa	87,9%	86,1%	84,3%	12,1%	14,5%	15,7%
Punjab	72,3%	69,3%	64,0%	28,0%	31,1%	36,1%
Rajasthan	78,7%	77,0%	76,4%	21,3%	23,1%	23,6%
Tamil Nadu	66,9%	62,8%	51,9%	33,1%	37,2%	48,2%
Uttar Pradesh	81,8%	79,8%	78,5%	18,2%	20,2%	21,5%
West Bengal	73,5%	72,3%	71,7%	26,5%	27,7%	28,3%
All India	76,2%	73,6%	71,3%	23,7%	26,4%	28,7%

Population Totale (Pauvres et non Pauvres) Par Etat et par Zones (En millions)

	Rural			Urbain			Etats		
	1983	1993-94	2004-05	1983	1993-94	2004-05	1983	1993-94	2004-05
Andhra Pradesh	43,0	50,7	58,3	13,6	18,7	22,5	56,5	69,4	80,1
Assam	17,2	21,0	24,8	1,9	2,7	3,9	19,1	23,7	28,7
Bihar	64,7	81,0	105,2	9,2	12,3	16,4	74,0	93,4	121,6
Gujarat	24,4	28,5	33,9	11,3	15,6	21,3	35,7	44,1	55,2
Haryana	10,7	13,2	16,2	3,1	4,6	7,3	13,8	17,8	23,5
Himachal Pradesh	4,2	5,0	5,8	0,4	0,5	0,8	4,5	5,4	6,5
Karnataka	27,6	32,2	36,5	11,4	15,1	20,0	39,0	47,3	56,5
Kerala	20,9	22,1	24,5	5,3	7,9	8,5	26,9	30,0	33,1
Madhya Pradesh	44,0	53,9	65,8	11,5	16,8	22,8	55,5	70,7	88,6
Maharashtra	42,8	50,7	59,2	-	33,6	46,5	66,4	84,3	104,7
Orissa	24,3	28,6	33,0	3,3	4,8	6,1	27,7	33,2	39,1
Punjab	12,7	14,9	16,9	4,9	6,7	9,5	17,6	21,5	26,4
Rajasthan	28,8	36,7	48,0	7,8	11,0	14,8	36,6	47,7	62,8
Tamil Nadu	33,6	36,2	34,1	16,6	21,4	31,7	50,2	57,6	65,8
Uttar Pradesh	96,2	119,5	150,9	21,4	30,3	41,4	117,6	149,7	192,2
West Bengal	42,5	51,9	61,7	15,3	19,9	24,3	57,8	71,8	86,0
All India	550,3	663,4	795,6	171,0	237,7	320,2	721,9	901,0	1116,0

ANNEXE 4 – PIB INDIEN (1950-2007)

PERIODE	ANNUELLE	DECENNALE	PERIODE	ANNUELLE	DECENNALE
1950-1951			1980-1981	7,3	
1951-1952	2,3		1981-1982	5,8	
1952-1953	2,8		1982-1983	2,7	
1953-1954	6,1		1983-1984	7,5	
1954-1955	4,2		1984-1985	4,2	
1955-1956	2,7		1985-1986	4,5	
1956-1957	5,7		1986-1987	4,1	
1957-1958	-1,3		1987-1988	3,6	
1958-1959	7,5		1988-1989	10,5	
1959-1960	2	3,555555556	1989-1990	6,7	5,69
1960-1961	7		1990-1991	5,5	
1961-1962	3		1991-1992	1,1	
1962-1963	2		1992-1993	5,1	
1963-1964	5,1		1993-1994	5,9	
1964-1965	7,5		1994-1995	7,2	
1965-1966	-3,7		1995-1996	7,5	
1966-1967	1		1996-1997	8,2	
1967-1968	8		1997-1998	4,9	
1968-1969	2,7		1998-1999	6,4	
1969-1970	6,5	3,91	1999-2000	6,2	5,8
1970-1971	5,1		2000-2001	4,4	
1971-1972	0,9		2001-2002	5,9	
1972-1973	-0,3		2002-2003	3,9	
1973-1974	4,8		2003-2004	8,2	
1974-1975	1,5		2004-2005	7,5	
1975-1976	9		2005-2006	8,1	
1976-1977	1,3		2006-2007	9,4	6,59
1977-1978	7,5		2007-2008 (P)		
1978-1979	5,6		2008-2009 (P)		
1979-1980	-5	3,04	2009-2010 (P)		6,77

source : *Economic Survey 2007-2008, Gouvernement Indien, divers sources gouvernementales, et calculs de l'auteur*

Sommaire

Introduction.....	1
I – Pauvreté, Croissance et Libéralisation	1
A – Définition des indicateurs de pauvreté et période de référence de mesure des dépenses de consommation	2
B – Une pauvreté qui diminue moins vite qu’avant la libéralisation.....	3
C – Pauvreté et Inégalités dans les sous périodes de la libéralisation – Une approche comparative entre les Etats.....	8
II –Développement Humain, Croissance et Libéralisation.....	10
A - Le développement humain et l’exception Kéralaise	11
B - Disparité et convergence régionale dans le développement	15
C - Causalité réciproque entre croissance et développement humain.....	18
III – L’intervention de l’Etat dans le social et l’emploi	23
A – Les dépenses de l’Etat dans le secteur social.....	23
B – Améliorer le développement humain par l’emploi	26
Conclusion	26
Bibliographie	28
Annexes	30
Sommaire	42